



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/309
18 octobre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 105 de l'ordre du jour

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	3
II. OBSERVATIONS GENERALES ET TRAVAUX COMPARATIFS	5 - 27	5
Tableau A.1 Montants totaux des budgets ordinaires approuvés	21	10
Tableau A.2 Totaux nets des contributions des Etats Membres	22	11
Tableau B. Postes permanents	23	12
Tableau C. Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique	24	13
Tableau D. Fonds de roulement	25	14
Tableau E. Barème des quote-parts	26	17
Tableau F. Recouvrement des contributions	27	21

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
III. OBSERVATIONS SUR LE BUDGET DES ORGANISATIONS	28 - 186	22
A. Organisation internationale du Travail	28 - 45	22
B. Organisation des Nations Unies pour l'alimen- tation et l'agriculture	46 - 53	30
C. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	54 - 68	34
D. Organisation de l'aviation civile internationale	69 - 77	43
E. Union postale universelle	78 - 88	45
F. Organisation mondiale de la santé	89 - 103	48
G. Union internationale des télécommunications ..	104 - 117	57
H. Organisation météorologique mondiale	118 - 125	63
I. Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	126 - 136	67
J. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	137 - 158	72
K. Fonds international de développement agricole	159 - 169	80
L. Agence internationale de l'énergie atomique ..	170 - 186	84

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 14 (I) du 13 février 1946, l'Assemblée générale prévoit, entre autres, que l'une des fonctions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires consiste à "examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers à conclure avec ces institutions". Conformément à cette disposition, les membres du Comité consultatif se sont entretenus en 1978 avec les chefs de secrétariat (ou les hauts fonctionnaires qui les représentaient) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de l'Union postale universelle (UPU), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Les membres du Comité consultatif se sont également entretenus avec un représentant du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article XVI de l'Accord régissant les relations entre l'Agence et l'ONU. Le Comité consultatif a aussi examiné le budget administratif du Fonds international de développement agricole (FIDA), conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article VII de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le FIDA, annexé à la résolution 32/107 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1977 1/.

2. Le Comité consultatif remercie les chefs de secrétariat avec lesquels il s'est entretenu et ceux qui lui ont délégué des représentants pour l'aider à examiner leurs budgets respectifs et les questions connexes.

3. Les membres du Comité consultatif ont également eu des entretiens avec des représentants des organisations sur quatre sujets particuliers : la coordination administrative des services de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques; la forme sous laquelle les commissaires aux comptes présentent leur opinion; la question des dépenses d'appui (frais généraux) et les méthodes de contrôle des allocations. L'Assemblée générale sera saisie, à sa trente-troisième session, d'un rapport distinct du Comité sur les services de traitement électronique de l'information et les systèmes informatiques (A/33/304). Les observations du Comité consultatif concernant la forme sous laquelle les commissaires aux comptes présentent leur opinion et concernant la question des dépenses d'appui des organisations (frais généraux) seront également soumises à l'Assemblée générale à sa présente session dans des rapports distincts.

1/ Le Comité consultatif n'examine ni le budget de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ni celui du Fonds monétaire international (FMI), étant donné que les accords conclus entre l'ONU et ses organismes ne prévoient pas la communication de leurs budgets à l'Assemblée générale pour examen.

Pour ce qui est du contrôle des allocations, le Comité compte traiter cette question dans ses observations relatives au rapport du Secrétaire général sur la présentation du budget (A/C.5/33/11), et non dans le présent rapport, comme il l'avait indiqué dans son premier rapport à l'Assemblée générale (trente-troisième session) sur le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979 (A/33/7, par. 6).

4. Les sections II et III du présent rapport contiennent, respectivement, les observations générales du Comité sur les budgets et ses observations sur le budget de chacune des organisations, qui consistent surtout à comparer les budgets ou projets de budget pour 1979 avec les budgets de 1978. Dans le cas du FIDA, cependant, les observations du Comité ne concernent que le budget de 1978, car le Fonds n'a pas communiqué de renseignements au Comité sur son budget pour 1979. Si ces renseignements lui parviennent en temps voulu, le Comité fera rapport à ce sujet à l'Assemblée générale dans un additif au présent rapport. A cet égard, le Comité compte qu'à l'avenir le FIDA fera tout son possible pour communiquer son budget pour examen par le Comité consultatif et l'Assemblée générale conformément à l'accord régissant les relations entre l'ONU et le FIDA.

/...

II. OBSERVATIONS GENERALES ET TABLEAUX COMPARATIFS

5. Le présent chapitre contient sept tableaux où sont présentées des données comparatives sur les éléments suivants :

A.1 Montants totaux des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels ouverts ou demandés;

A.2 Montants totaux nets des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés;

B. Postes permanents;

A. Apports des budgets ordinaires aux activités de coopération technique;

D. Fonds de roulement;

E. Barèmes des quotes-parts; et

F. Recouvrement des contributions.

6. A l'exception des tableaux A.1 et A.2, ces tableaux comparatifs sont présentés de la même manière que ceux qui figuraient dans le rapport que le Comité consultatif a présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session (A/32/315, par. 16 à 21). Les tableaux A.1 et A.2 remplacent l'ancien tableau A, intitulé "Montant des crédits demandés ou des crédits ouverts". On se rappellera que, dans le rapport susmentionné (*Ibid.*, par. 5, 7 et 8), le Comité avait appelé l'attention sur les difficultés auxquelles on se heurtait pour présenter des chiffres comparables en ce qui concerne les budgets ordinaires des organisations. Les deux nouveaux tableaux, qui ont été établis après consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), ont été inclus dans le présent rapport à titre d'essai. Ils donnent une vue d'ensemble du montant des dépenses approuvées et du montant des contributions mises en recouvrement, pour la période de dix ans 1970-1979.

7. Le montant total des budgets ordinaires approuvés (y compris les crédits additionnels ouverts ou demandés, et déduction faite des contributions du personnel) de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA a dépassé 1 milliard 62 millions de dollars en 1978 (ONU : 417 millions de dollars; autres organisations : 645 millions de dollars). Les chiffres correspondants pour 1970 étaient de 359 millions de dollars (ONU : 150 millions de dollars; autres organisations : 209 millions de dollars). Comme le montre le tableau A.1, plus loin, le montant total des budgets ordinaires approuvés a presque triplé au cours des neuf dernières années.

8. Le tableau A.2 complète le tableau A.1. Il a été conçu pour indiquer les montants des contributions aux budgets ordinaires qui sont effectivement mis en recouvrement, déduction faite des recettes et des sommes remboursées au titre de dépenses d'appui aux programmes. Le montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés

/...

de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'AIEA s'est élevé à 967 millions de dollars en 1978 (ONU : 403 millions de dollars; autres organisations : 564 millions de dollars). En 1970, les chiffres correspondants étaient de 335 millions de dollars (ONU : 141 millions de dollars; autres organisations : 194 millions de dollars).

9. Les montants indiqués dans le tableau A.1 pour les budgets ordinaires approuvés des institutions ne correspondent pas toujours à ceux qui sont présentés dans les sections du présent rapport, et des rapports précédents du Comité, qui concernent les budgets desdites institutions. Ces écarts sont dus à des différences dans la présentation (imputables notamment à la façon dont les recettes sont présentées et à l'utilisation de taux de change différents).

10. Comme il ressort du tableau A.1 ci-après, le montant total des budgets approuvés des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA s'est élevé à 693 millions de dollars en 1979, contre 638 millions de dollars en 1978 et 549 millions de dollars en 1977.

11. Les dépenses supplémentaires nettes auxquelles les organisations ont à faire face du fait de l'inflation et des fluctuations des taux de change se reflètent dans l'augmentation des coûts. Comme on le verra dans les sections du présent rapport relatives aux budgets des institutions, les augmentations des coûts dépassent généralement les augmentations au titre des programmes. C'est ainsi que l'augmentation des coûts représente 71,4 p. 100 de l'augmentation totale du budget approuvé de la FAO pour 1978-1979, 75 p. 100 dans le cas du projet de budget de l'UNESCO pour 1979-1980 et 77,9 p. 100 en 1979 par rapport à 1978 dans le cas du budget de fonctionnement de l'OMS.

12. Un problème auquel la plupart des organisations se heurtent régulièrement est celui du financement des dépenses supplémentaires, non prévues au budget, auxquelles elles doivent faire face pour exécuter les programmes de travail approuvés du fait des fluctuations des taux de change et de tendances inflationnistes imprévues. L'effet de l'instabilité monétaire se fait généralement sentir même lorsqu'on applique la méthode de la budgétisation intégrale. A titre d'exemple, on peut indiquer que les représentants du Directeur général de l'OMS ont informé le Comité que le total des pertes budgétaires imputables aux fluctuations des taux de change entre 1971 et mai 1978 a été de l'ordre de 70 millions de dollars. Ces pertes ont été couvertes, à raison de 28 millions de dollars, par des contributions supplémentaires mises en recouvrement auprès des Etats Membres, à raison de 15 millions de dollars, par des budgets additionnels financés par les recettes occasionnelles et, à raison de 27 millions de dollars, grâce à diverses mesures d'économie, y compris l'utilisation de fonds affectés à d'autres fins.

/...

13. Selon les données figurant dans le tableau B, le nombre des postes permanents inscrits aux budgets ordinaires de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'AIEA dépassera de 436 en 1979 le chiffre correspondant de 1977. Sur cette augmentation, la création de 102 postes est imputable au fait que le Fonds international de développement agricole (FIDA) est devenu une institution spécialisée des Nations Unies le 15 décembre 1977. L'augmentation du nombre des postes surtout à l'UNESCO, à l'AIEA et à l'ONU a plus que contrebalancé la diminution des effectifs permanents à l'OIT et à l'OMS.

14. Tous les postes permanents ne sont pas pourvus toute l'année; c'est pourquoi plusieurs institutions appliquent à leurs dépenses de personnel un abattement au titre des postes vacants ou abattement pour mouvements de personnel. Par contre, toutes les organisations disposent de ressources en personnel supplémentaire dont le coût est imputé sur leur budget ordinaire (personnel temporaire, consultants, etc.) ou sur des fonds extra-budgétaires, dont les fonds pour frais généraux. Le nombre total des fonctionnaires en poste à une date donnée est donc plus grand que le nombre des postes permanents inscrits au budget ordinaire, comme il ressort du tableau suivant qui montre la situation au 31 décembre 1977, telle qu'elle a été indiquée au CCQA :

	<u>Budget ordinaire</u>	<u>Fonds extra- budgétaires</u>	<u>Total</u>
ONU ^{a/}	9 455	3 497	12 952
OIT	1 556	1 062	2 618
FAO	2 538	3 295	5 833
UNESCO	2 346	915	3 261
OACI	637	403	1 040
UPU	131	22	153
OMS	3 871	1 393	5 264
UIT	510	294	804
OMM	218	139	357
OMCI	162	52	214
OMPI	176	1	177
AIEA	1 213	94	1 307
TOTAL	22 813	11 167	33 980

^{a/} Y compris le personnel de la Cour internationale de Justice et ceux des fonctionnaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui sont recrutés sur le plan international.

/...

15. Si l'on ajoute au total indiqué ci-dessus (33 980) les fonctionnaires du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), qui ne figuraient pas encore dans les données du CCQA (102), ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (4 714), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (432), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) (1 720), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (39), du Centre CNUCED/GATT du commerce international (201), de la Commission de la fonction publique internationale (26) et de l'Université des Nations Unies (62), le nombre des fonctionnaires en poste au 31 décembre 1977 s'établit à 41 276. Ce chiffre ne représente cependant pas la totalité des fonctionnaires employés par toutes les organisations du système des Nations Unies, car il ne comprend pas, par exemple, le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Centre international de calcul (CIC) ni les agents locaux employés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et par les opérations de maintien de la paix.

16. La comparaison entre les chiffres indiqués ci-dessus et ceux qui figuraient dans le rapport que le Comité consultatif a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session (A/32/315, par. 10 et 11) montre que le nombre des fonctionnaires en poste au 31 décembre 1977 était supérieur à celui de l'année précédente (41 276 contre 39 412).

17. Lorsque la Cinquième Commission a examiné le rapport que le Comité consultatif avait présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session (A/32/315), l'attention a été appelée sur l'écart entre le chiffre total des fonctionnaires en poste que le Comité consultatif indiquait dans son rapport et le nombre total des participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au 31 décembre 1976 qui était indiqué dans l'Annexe II du rapport du Comité mixte de la Caisse des pensions à l'Assemblée générale 2/. Le Président du Comité consultatif a indiqué alors que le Comité s'efforcerait d'ajuster ces chiffres (voir A/C.5/32/SR.48, par. 65, 67 et 76).

18. Le Comité consultatif a demandé des éclaircissements sur ce point au Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) puisque les données figurant dans le rapport du Comité consultatif étaient fondées sur les statistiques du CCQA. Le Comité consultatif a été informé que la plupart des organisations indiquaient au CCQA un nombre de participants à la Caisse des pensions qui était plus grand que le nombre des fonctionnaires. Cet écart s'explique par les raisons suivantes :

a) Type de nomination : les fonctionnaires nommés pour moins d'un an ne sont pas inclus dans les statistiques du CCQA relatives au personnel mais peuvent devenir participants à la Caisse des pensions s'ils ont accompli une période de service d'un an du fait de nominations successives pour des périodes de courte durée;

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 9 (A/32/9 et Add.1).

b) Statut officiel : les fonctionnaires qui ont obtenu un congé spécial sans traitement pour une période déterminée et les anciens fonctionnaires qui sont titulaires de contrats au titre de l'assistance opérationnelle ne sont pas inclus dans les données fournies au CCQA mais peuvent conserver tous leurs droits en tant que participant à la Caisse des pensions;

c) Procédures d'enregistrement : les fonctionnaires dont la date de cessation de service a été fixée ou est indiquée dans leur lettre de nomination pour une durée déterminée ne sont pas inclus dans les données fournies au CCQA mais continuent de figurer sur les registres de la Caisse des pensions jusqu'à ce que toutes les formalités de la cessation de service aient été accomplies.

19. Comme l'indique le tableau C reproduit plus loin, la tendance à accroître les crédits inscrits au budget ordinaire au titre des programmes d'assistance technique, tendance que le Comité avait signalée dans son rapport publié sous la cote A/31/233 (par. 11), se poursuit. Le montant total des programmes ordinaires d'assistance technique pour 1979 est estimé à 203 millions de dollars, contre 192 millions de dollars en 1978 et 173 millions de dollars en 1977. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est toujours celle des organisations dont l'apport à ce titre est le plus important : on compte qu'environ 65 p. 100 des dépenses totales au titre des programmes ordinaires d'assistance technique seront le fait de l'OMS en 1979, soit à peu près la même proportion qu'en 1978.

20. Une comparaison des données relatives à 1979 qui figurent dans les tableaux A.1 et C montre que les organisations du système des Nations Unies comptent consacrer à l'assistance technique environ 18 p. 100 de leurs budgets ordinaires.

/...

21. Le tableau ci-dessous indique l'évolution des montants totaux des budgets ordinaires approuvés (y compris les crédits additionnels ou demandés, et déduction faite des contributions du personnel) des organisations du système des Nations Unies entre 1970 et 1979 g/

Tableau A.1
Montants totaux des budgets ordinaires approuvés
(En dollars des Etats-Unis)

Organi- sation	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
UIT b/	31 100 000	31 100 000	35 743 252	35 743 252	54 801 703	54 801 703	73 718 870	73 718 870	102 881 316	102 881 316
FAO	36 113 500	36 113 500	40 830 000	40 830 000	54 400 000	54 400 000	83 500 000	83 500 000	105 675 000	105 675 000
UNESCO	38 706 750	46 020 580	46 020 580	65 277 000	65 277 000	88 546 000	88 546 000	112 206 500	112 206 500	137 750 000
OACI	7 253 662	8 414 413	8 818 237	10 692 951	12 121 435	14 295 595	16 756 438	18 201 000	18 924 400	20 187 400
UPU	1 760 440	1 961 165	2 074 316	2 877 813	4 039 124	4 365 000	5 614 016	6 467 373	6 651 797	7 851 521 e/
OMS	67 650 000	75 215 000	86 034 290	96 632 900	108 799 800	119 310 000	138 910 000	147 184 000	171 600 000	182 730 000
UIT	7 976 532	9 515 139	10 371 184	15 419 750	20 822 846	23 719 661	28 977 540	34 117 050	34 500 460	35 659 447
OMM	3 418 216	3 787 577	4 381 730	5 497 700	6 750 030	8 679 540	10 201 210	10 353 900	14 463 600	15 516 950
OMCI d/	1 298 888	1 601 106	1 969 900	2 075 156	2 924 000	3 226 265	5 259 800	5 989 600	6 034 400	6 626 900
OMPI	1 924 769	2 543 797	3 034 211	4 094 375	5 430 292	6 613 534	8 524 590	11 386 175	11 756 221	12 724 885 e/
FIDA									6 943 000	n.d.
AIEA	12 250 000	14 214 258	16 804 196	19 935 786	24 320 843	32 175 000	37 236 299	46 341 000	53 079 000 e/	65 177 000 e/
Total (partiel insti- tutions spécia- lisées et AIEA)	209 412 757	230 486 535	256 081 896	299 126 683	359 687 073	410 132 298	497 244 763	549 465 468	644 715 694	692 780 419 e/
Nations Unies	149 751 900	172 327 800	183 740 200	204 970 400	265 225 000	265 225 000	336 844 450	336 844 450	417 447 650 f/	417 447 650 f/
TOTAL	359 164 657	402 814 335	439 822 096	504 097 083	624 912 073	675 357 298	834 089 213	886 309 918	1 062 163 344	1 110 228 069 e/

g/ Les montants qui correspondent à un budget biennal ont été divisés en deux montants égaux. Les budgets libellés en francs suisses ont été convertis en dollars au taux de change utilisé pour les opérations de l'Organisation des Nations Unies à la fin de chaque année, sauf dans le cas des chiffres de 1978 et 1979 qui ont été convertis au taux de change du mois de décembre 1977. Les taux utilisés sont les suivants (nombre de francs suisses pour un dollar des Etats-Unis) : 1970 : 4,32; 1971 : 3,95; 1972 : 3,80; 1973 : 3,20; 1974 : 2,74; 1975 : 2,66; 1976 : 2,44; 1977-1979 : 2,17.

b/ Pour éviter de compter deux fois la même chose, on a déduit des chiffres indiqués les montants prévus pour rembourser au Fonds de roulement les sommes prélevées sur ledit Fonds au cours d'exercices biennaux antérieurs.

c/ Chiffre proposé ou préliminaire.

d/ Pour 1971, 1973 et 1975, les chiffres indiqués pour l'OMCI comprennent les crédits additionnels. En 1970, 1972, 1974, 1976 et 1977, le montant des dépenses effectives a été inférieur à celui des crédits initialement ouverts et s'est élevé à 1 210 931 dollars pour 1970; 1 876 114 dollars pour 1972; 2 619 511 dollars pour 1974; 4 113 132 dollars pour 1976; 5 038 961 dollars pour 1977.

e/ Non compris le FIDA.

f/ Crédit ouvert par l'Assemblée générale dans sa résolution 32/213. n.d. = chiffre non disponible.

22. Le tableau ci-dessous indique les totaux nets des contributions mises en recouvrement effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés des organisations du système des Nations Unies entre 1970 et 1979. Le FIDA n'est pas inclus dans ce tableau parce qu'il est financé par des contributions volontaires.

Tableau A.2

Totaux nets des contributions des Etats Membres
(En dollars des Etats-Unis)

Organi- sation	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
OTT a/	29 835 500	30 535 500	34 828 752	34 828 752	45 134 500	59 668 906	73 041 000	74 396 739	64 894 823	88 953 953
FAO	31 940 000	31 940 000	39 810 000	39 810 000	53 560 000	53 560 000	82 015 000	82 015 000	104 570 000	104 570 000
UNESCO	35 775 000	40 650 000	40 650 000	58 220 000	53 220 000	81 440 000	81 440 000	108 150 000	108 150 000	131 450 000 b/
OACI	6 766 088	8 166 148	8 884 516	10 091 681	10 047 271	13 196 890	14 114 815	15 009 180	16 490 000	17 710 000
UFU	1 585 440	1 860 401	1 952 436	2 658 075	3 601 467	4 135 782	5 082 361	5 816 682	6 651 797	7 851 521 b/
OMS	65 503 910	71 362 436	80 999 686	90 295 247	104 850 800	112 242 620	134 273 780	145 150 660	163 985 020	182 946 230
UIT	5 262 149	6 674 262	7 366 257	9 963 958	15 067 564	15 447 951	19 207 989	25 324 424	25 874 101	24 843 134
OMM	3 242 432	3 244 880	4 379 230	4 996 700	6 720 380	7 975 040	9 826 400	10 319 400	13 183 510	15 514 450
OMCI	1 238 888	1 581 106	1 959 900	2 055 156	2 894 000	3 173 563	5 199 800	5 929 600	5 883 400	6 530 000
OMPI	748 380	1 209 114	1 475 789	1 930 625	2 555 474	3 138 346	4 207 377	5 963 133	7 136 405	7 937 696
ATEA	11 870 780	13 346 659	15 397 934	18 258 757	23 474 491	26 681 910	34 255 684	37 006 567	47 263 000	61 522 000 b/
Total partiel (insti- tutions spécia- liées et ATEA)	193 768 567	210 570 506	237 704 500	273 108 951	326 125 947	380 661 008	462 664 206	515 081 385	564 082 056	649 828 984
ONU	140 865 952	156 824 287	177 112 261	187 898 126	222 919 784	280 149 489	320 320 848	338 035 102	402 958 699	405 897 500
TOTAL GENERAL	334 634 519	367 394 793	414 816 761	461 007 077	549 045 731	660 810 497	782 985 054	853 116 487	967 040 755	1 055 726 484

a/ Pour éviter de compter deux fois la même chose, on a déduit des chiffres indiqués les montants prévus pour rembourser au Fonds de roulement les sommes prélevées sur ledit Fonds au cours d'exercices biennaux antérieurs.

b/ Chiffre proposé ou préliminaire.

23. On trouvera ci-après le nombre des postes permanents approuvés ou demandés aux budgets ordinaires pour 1977-1978 et 1979, non compris les postes financés par les fonds pour frais généraux relatifs aux projets :

Tableau B
Postes permanents
(Non compris les postes financés par les fonds pour frais généraux)

Organisation	1977	1978	1979	Augmentation (diminution) de 1977 à 1979		Augmentation (diminution) de 1978 à 1979	
				Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
OIT	1 414	1 360	1 253 a/	(161)	(11,4)	(107)	(7,9)
FAO	2 430 b/	2 431 b/	2 431 b/	1	-	-	-
UNESCO	2 178	2 224	2 291	113	5,2	67	3,0
OACI	696	705	705	9	1,3	-	-
UPU	117 c/	117 c/	117 c/	-	-	-	-
OMS	2 399	2 241	2 202	(197)	(8,21)	(39)	(1,74)
UIT	514	513	512	(2)	(0,4)	(1)	(0,2)
OMM	234	235	238	4	1,71	3	1,28
OMCI	178 d/	197 e/	197 e/	19	10,7	-	-
OMPI	185	194	202	17	9,2	8	4,1
FIDA		102	102 f/	102		-	-
AIEA	1 297	1 374	1 455	158	12,2	81	5,9
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)	11 642	11 693	11 705	63	0,5	12	0,1
ONU	10 352	10 725	10 725	373	3,6	-	-
TOTAL GENERAL	21 994	22 418	22 430	436	1,9	12	0,05

a/ Non compris 39 postes financés par prélèvement sur le compte "frais généraux" de l'agent d'exécution et 44 postes financés par d'autres fonds extra-budgétaires. Le chiffre indiqué représente le nombre de postes prévus au programme et budget de 1978-1979, que la Conférence a approuvé à sa session de juin 1977, déduction faite des postes supprimés par le Conseil d'administration en 1978 en vertu des pouvoirs que la Conférence lui avait délégués provisoirement. En 1978, le Conseil d'administration a supprimé en outre 3 postes (2 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux) à l'Institut international d'études sociales, postes qui étaient financés par des fonds extra-budgétaires et pour lesquels il n'y aurait plus de ressources en raison principalement des réductions opérées dans le programme inscrit au budget ordinaire, ainsi que 5 postes financés par des fonds extra-budgétaires (2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux), dont les titulaires s'occupaient des travaux statistiques relatifs au système des ajustements (indemnités de poste ou déductions), travaux qui étaient jusqu'à présent effectués par le BIT.

b/ Non compris 964 postes qui sont financés par les fonds pour frais généraux versés par le PNUD, le Programme alimentaire mondial et les fonds d'affectation spéciale et 420 postes qui sont financés conjointement par la FAO et d'autres organismes des Nations Unies et par des fonds d'affectation spéciale.

c/ Non compris 13 postes financés en 1977-1979 par les fonds pour frais généraux versés par le PNUD.

d/ Non compris 28 postes du siège qui sont financés par le budget de la coopération technique (11 postes d'administrateur et 17 postes d'agent des services généraux).

e/ Non compris 31 postes du siège qui sont financés par le budget de la coopération technique (10 postes d'administrateur et 21 postes d'agent des services généraux).

f/ Le nombre de postes du FIDA pour 1979 n'est pas disponible et l'on a présumé que ce nombre serait le même qu'en 1978.

/...

24. Le tableau ci-après indique l'apport des budgets ordinaires des organisations (financés par les contributions mises en recouvrement) aux activités de coopération technique; il convient de noter que les montants indiqués sous la rubrique "excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés" sont des chiffres approximatifs.

Tableau C

Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1977			1978			1979		
	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total
OIT	5 700 ^{a/}	6 900 ^{b/}	12 600	7 800 ^{c/}	4 600 ^{d/}	12 400	7 800 ^{e/}	4 600 ^{d/}	12 400
FAO	17 883 ^{e/}	3 077	20 960	10 000	4 000	14 000	15 600	4 000	19 600
UNESCO	1 873	1 454	3 327	6 378	2 525	8 903	3 715	2 460	6 175
OACI	128	-	128	67	-	67	67	-	67
UPU	286	300	586	398	472	870	398	611	1 009
OMS	96 331	13 500	109 831	110 000	14 000	124 000	116 500	14 500	131 000
UIT	906	-	906	979	-	979	982	-	982
OMM	802	-	802	1 036	-	1 036	1 118	-	1 118
OMCI	-	246	246	-	290	290	-	328	328
OMPI	1 773	-	1 773	1 779	-	1 779	1 907	-	1 907
ATEA	-	465	465	-	480	480	-	500	500
Total partiel (institutions spécialisées et ATEA)	125 682	25 942	151 624	138 437	26 367	164 804	148 087	26 999	175 086
ONU	9 625	11 335	20 960	11 528	15 300	26 828	11 528	16 050	27 578
TOTAL GENERAL	135 307	37 277	172 584	149 965	41 667	191 632	159 615	43 059	202 664

Voir notes page suivante.

25. Le tableau ci-après indique, pour chaque organisation, le montant approuvé ou proposé pour le Fonds de roulement par rapport au montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1979 et, lorsqu'il y a lieu, par rapport aux crédits ouverts ou demandés pour l'exercice, ainsi que les pourcentages correspondants. Il faut signaler que les montants correspondant au Fonds de roulement de chaque organisation, et les pourcentages que ces montants représentent par rapport au montant brut du budget de chaque organisation, ne sont pas directement comparables car, conformément aux conditions prévues dans leurs actes constitutifs respectifs, les diverses organisations n'utilisent pas toutes leur fonds de roulement aux mêmes fins.

Tableau D

Fonds de roulement

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1978	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour l'exercice	Fonds de roulement	Pourcentage de la 3ème colonne par rapport à la 1ère colonne	Pourcentage de la 3ème colonne par rapport à la 2ème colonne
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
OIT	118 880 ^{a/}	200 534 ^{a/}	(5 329) ^{b/}	-	-
FAO	123 657	242 150	6 513 ^{c/}	5,3	2,7
UNESCO	137 750	275 500	16 800	12,2	6,1
OACI	24 375	72 634	1 500	6,1	2,1
UPU ^{d/}					
OMS	208 248	-	11 127	5,3	-
UIT ^{e/}					
OMM	15 532	49 697 ^{f/}	2 000	12,9	4,0
OMCI	6 627 ^{g/}	12 661 ^{g/}	250	3,7	2,0
OMPI	12 725	-	585 ^{h/}	4,6	-
AIEA	65 177	-	2 000	3,1	-
ONU	492 956 ^{i/}	985 913	40 000	8,1	4,1

Voir notes page suivante.

/...

(Notes du tableau D)

a/ Le montant indiqué pour les crédits ne comprend pas a) la somme de 5 millions de dollars inscrite au titre III du budget-programme pour rembourser à l'avance, en 1978, au Fonds de roulement une partie du montant à prélever sur ledit fonds pour couvrir le déficit budgétaire prévu pour 1978-1979, ni b) les montants de 382 927 dollars (pour 1979) et de 785 854 dollars (pour l'ensemble de l'exercice 1978-1979) inscrits au titre III du budget-programme pour rembourser au Fonds de roulement une partie du montant prélevé sur ledit fonds en 1974-1975 pour couvrir le déficit budgétaire de cet exercice biennal, ni c) le montant de 1 355 739 dollars inscrit au titre III pour rembourser au Fonds de roulement en 1979 le montant prélevé sur ledit Fonds en 1976-1977 pour exécuter le budget additionnel approuvé par le Conseil d'administration.

b/ Il n'est pas fixé de montant pour le Fonds de roulement; le chiffre indiqué représente le montant estimatif du déficit du Fonds au 1er janvier 1979, sur la base d'un taux de change moyen (pour 1978) de 1,93 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis. Le taux est maintenant tombé (en juillet 1978) à près de 1,75 franc suisse pour un dollar. Si ce taux devait être le taux moyen pour le second semestre de 1978, le déficit s'élèverait à 8 329 000 dollars.

c/ Montant mis en recouvrement.

d/ L'UPU n'a pas de fonds de roulement.

e/ L'UIT n'a pas de fonds de roulement.

f/ Septième exercice (1er janvier 1976-31 décembre 1979).

g/ Montant approuvé par l'Assemblée.

h/ Des fonds de roulement d'un montant total de 3 720 000 francs suisses (1 714 000 dollars des Etats-Unis, au taux de 2,17 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis) ont été institués pour les Unions de Paris, de Nice, de La Haye et de Berne par les organes directeurs de l'OMPI à leur session de septembre/octobre 1976. Les Etats membres seront appelés à contribuer à la constitution de ces fonds en effectuant six versements annuels d'un montant égal le 1er janvier de chaque année, de 1978 à 1983; en conséquence, le tableau n'indique qu'un sixième montant en question. Le Fonds de roulement de l'Union de Locarno (30 000 francs suisses, soit 14 000 dollars des Etats-Unis), qui a déjà été entièrement constitué, est inclus dans le montant indiqué.

i/ Représente la moitié du crédit que l'Assemblée générale a ouvert pour l'exercice biennal 1978-1979 par sa résolution 32/213 du 21 décembre 1977.

/...

(Notes du tableau C)

a/ Dont 1 300 000 dollars pour les services consultatifs régionaux d'assistance technique.

b/ Dont 3 200 000 dollars pour les services consultatifs régionaux d'assistance technique.

c/ Dont 3 100 000 dollars pour les services consultatifs régionaux d'assistance technique.

d/ Chiffre approximatif fondé sur le pourcentage des frais généraux remboursés par le PNUD et les fonds d'affectation spéciale par rapport au coût des projets effectivement exécutés en 1974, déterminé selon le système de mesure des coûts, compte tenu de ce que la subvention directement versée au compte de l'agent d'exécution a été supprimée du budget-programme de 1978-1979 et compte tenu de la réduction des services administratifs et d'appui aux programmes qui a résulté des réductions qu'il a fallu opérer dans les programmes de coopération technique en raison du retrait des Etats-Unis.

e/ Dont 11 717 727 dollars, représentant le solde des crédits ouverts pour le programme de coopération technique de 1976-1977, ont été reportés sur l'exercice 1978-1979.

26. Le Comité consultatif ayant demandé quel serait le barème des quotes-parts appliqué pour 1979 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA, les renseignements ci-après lui ont été communiqués :

Tableau E
Barèmes des quotes-parts
(En pourcentage)

Membres <u>a/</u>	ONU	OIT <u>b/</u>	FAO	UNESCO <u>c/</u>	OACI	UPU <u>d/</u>	OMS	UIT	OMM	OMCI <u>e/</u>	OMPI <u>f/</u>	AIEA <u>g/</u>
Afghanistan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	0,01
Afrique du Sud	0,42	-	-	-	0,61	2,32	0,41	1,88	0,85	-	1,35	0,45
Albanie	0,01	-	0,01	0,01	-	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	0,01
Algérie	0,10	0,10	0,12	0,10	0,15	0,28	0,10	0,23	0,09	0,29	0,26	0,11
Allemagne, République fédérale d',	7,70	7,65	9,52	7,63	6,58	4,64	7,58	5,86	4,52	2,44	6,23	8,23
Angola	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,09	0,02	0,12	0,09	0,04	-	-
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	0,09	-	-	0,09	-	-	-
Arabie saoudite	0,23	0,23	0,29	0,23	0,24	0,47	0,23	0,23	0,09	0,29	-	0,25
Argentine	0,84	0,83	1,04	0,83	0,84	1,86	0,83	0,70	1,27	0,45	1,73	0,90
Australie	1,54	1,53	1,91	1,52	1,78	2,32	1,51	4,22	1,70	0,37	2,70	1,65
Autriche	0,64	0,64	0,79	0,63	0,51	0,47	0,63	0,23	0,51	0,05	1,41	0,68
Bahamas	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,06	0,13	-
Bahreïn	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	-	0,04	-	-
Bangladesh	0,04	0,04	0,05	0,04	0,07	1,39	0,04	0,23	0,09	0,09	-	0,04
Barbade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	-	-
Belgique	1,08	1,07	1,34	1,07	1,06	1,39	1,06	1,17	1,19	0,43	2,68	1,15
Bénin	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,25	-
Bhoutan	0,01	-	-	-	-	0,09	-	-	-	-	-	-
Birmanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,28	0,01	0,12	0,26	0,05	-	0,01
Bolivié	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,26	-	-	0,01
Botswana	0,01	0,01	0,01	-	-	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Brésil	1,04	1,03	1,29	1,03	1,17	2,32	1,02	1,17	1,27	0,86	2,71	1,11
Bulgarie	0,14	0,14	0,17	0,14	0,12	0,28	0,14	0,23	0,34	0,27	0,40	0,15
Burundi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,07	-
Canada	3,04	3,02	3,76	3,01	3,12	4,64	2,99	4,22	2,55	0,77	2,70	3,25
Cap-Vert	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	-	-
Chili	0,09	0,09	0,11	0,09	0,14	0,47	0,09	0,23	0,43	0,13	0,17	0,10
Chine	5,50	5,46	6,80	5,45	4,31	4,64	5,41	4,69	3,68	1,12	-	-
Chypre	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,72	0,40	0,01
Colombie	0,11	0,11	0,14	0,11	0,21	0,28	0,11	0,70	0,34	0,09	-	0,12
Comores	0,01	-	0,01	0,01	-	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Congo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	0,13	-
Costa Rica	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,09	0,02	0,12	0,09	-	-	0,02
Côte d'Ivoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,09	0,02	0,23	0,09	0,06	0,25	0,02
Cuba	0,11	0,01	0,14	0,11	0,13	0,28	0,11	0,23	0,26	0,20	0,23	0,12
Danemark	0,64	0,64	0,79	0,63	0,59	0,93	0,63	1,17	0,68	1,35	1,83	0,68
Djibouti	0,01h/0,01	0,01	0,01	-	-	0,09	0,01	0,12	-	-	-	-
Egypte	0,08	0,08	0,10	0,08	0,15	1,39	0,08	0,47	0,51	0,13	0,39	0,09
El Salvador	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	0,01
Emirats arabes unis	0,07	0,07	0,09	0,07	0,07	0,09	0,07	0,23	-	-	0,10	0,07
Empire centrafricain	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,29	-
Equateur	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,23	0,09	0,08	-	0,02
Espagne	1,53	1,52	1,89	1,51	1,52	2,32	1,51	0,70	0,92	1,81	2,41	1,63
Etats-Unis d'Amérique	25,00	-	25,00	25,00	25,00	4,64	25,00	7,03	23,43	3,95	5,73	25,00
Ethiopie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,23	0,09	0,04	-	0,01
Fidji	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,09	0,01	0,12	-	-	0,06	-
Finlande	0,44	0,44	0,55	0,43	0,38	0,93	0,43	0,70	0,51	0,59	1,81	0,47
France	5,82	5,78	7,20	5,77	5,31	4,64	5,73	7,03	4,43	2,94	5,59	6,22
Gabon	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,06	0,13	0,01
Gambie	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	-	-	-	-

/...

Tableau E (suite)

Membres a/	ONU	OIT b/	FAO	UNESCO c/	OACI	UPU d/	OMS	UIT	OMM	OMCI e/	OMPI f/	AIEA g/
Ghana	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,23	0,17	0,08	0,08	0,02
Grèce	0,35	0,35	0,44	0,35	0,48	0,28	0,34	0,23	0,26	7,32	0,56	0,37
Grenade	0,01	-	0,01	0,01	-	0,09	0,01	-	-	-	-	-
Guatemala	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,23	0,09	-	-	0,02
Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	-	-
Guinée-Bissau	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	-	-
Guinée équatoriale	0,01	-	-	-	0,06	0,28	-	0,12	-	0,03	-	-
Guyane	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Haïti	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,28	0,01	0,12	0,09	0,03	0,24	0,01
Haute-Volta	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,13	-
Honduras	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,06	-	-
Hong kong	-	-	-	-	-	-	-	-	0,09	0,09	-	-
Hongrie	0,33	0,33	0,41	0,33	0,31	0,93	0,32	0,23	0,51	0,05	0,63	0,35
Iles Salomon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	0,68	0,67	0,84	0,67	0,87	2,32	0,67	3,05	2,21	1,39	0,57	0,73
Indonésie	0,14	0,14	0,17	0,14	0,22	0,93	0,14	0,23	0,68	0,32	0,77	0,15
Iran	0,40	0,40	0,50	0,40	0,35	0,47	0,39	0,23	0,26	0,28	0,77	0,43
Iraq	0,08	0,08	0,10	0,08	0,11	0,28	0,08	0,12	0,09	0,31	0,24	0,09
Irlande	0,15	0,15	0,19	0,15	0,20	0,93	0,15	0,47	0,26	0,09	1,81	0,16
Islande	0,02	0,02	0,02	0,02	0,08	0,09	0,02	0,12	0,09	0,08	0,40	0,02
Israël	0,23	0,23	0,29	0,23	0,36	0,28	0,23	0,23	0,26	0,13	0,55	0,25
Italie	3,38	3,36	4,18	3,35	2,95	2,32	3,32	2,34	2,21	2,81	2,25	3,61
Jamahiriya arabe libyenne	0,16	0,16	0,20	0,16	0,15	0,47	0,16	0,12	0,09	0,20	0,40	0,17
Jamaïque	0,02	0,02	0,02	0,02	0,09	0,09	0,02	0,12	0,09	0,04	-	0,02
Japon	8,64	8,59	10,69	8,56	7,52	4,64	8,50	4,69	2,22	9,96	6,33	9,23
Jordanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	0,08	0,01
Kampuchea démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	-	0,01
Kenya	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,28	0,01	0,12	0,09	0,04	0,24	0,01
Koweït	0,15	0,15	0,19	0,15	0,17	0,47	0,15	0,23	0,09	0,49	-	0,16
Lesotho	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	-	-	-	-
Liban	0,03	0,03	0,04	0,03	0,35	0,09	0,03	0,23	0,09	0,09	0,43	0,03
Libéria	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,23	0,09	19,79	-	0,01
Liechtenstein	-	-	-	-	-	0,09	-	0,12	-	-	0,14	0,01
Luxembourg	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,28	0,04	0,12	0,09	-	0,25	0,04
Madagascar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,28	0,01	0,23	0,09	0,04	0,25	0,01
Malaisie	0,09	0,09	0,11	0,09	0,14	0,28	0,09	0,70	0,34	0,17	-	0,10
Malawi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,08	-
Maldives	0,01	-	0,01	-	0,06	0,09	0,01	0,12	-	0,06	-	-
Mali	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,15	0,01
Malte	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,06	0,36	-
Maroc	0,05	0,05	0,06	0,05	0,10	0,47	0,05	0,23	0,17	0,10	0,43	0,05
Maurice	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,08	0,01
Mauritanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,03	0,13	-
Mexique	0,79	0,78	0,98	0,78	0,91	1,39	0,78	0,70	0,85	0,20	1,35	0,84
Monaco	-	-	-	0,01	-	0,09	0,01	0,12	-	-	0,18	0,01
Mongolie	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	0,01
Mozambique	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	-	0,02	0,12	0,18	-	-	-
Namibie	-	-	0,01	-	-	-	0,01	-	-	-	-	-
Nauru	-	-	-	-	0,06	0,09	-	0,12	-	-	-	-
Népal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,28	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Nicaragua	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,23	0,09	-	-	0,01
Niger	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,13	0,01
Nigéria	0,13	0,13	0,16	0,13	0,15	0,47	0,13	0,47	0,26	0,12	0,24	0,14
Norvège	0,45	0,45	0,56	0,44	0,46	0,93	0,44	1,17	0,60	6,90	1,82	0,48
Nouvelle-Zélande	0,26	0,26	0,32	0,25	0,39	2,32	0,25	0,70	0,51	0,08	0,68	0,28
Oman	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	-	-
Ouganda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,08	0,01
Pakistan	0,07	0,07	0,09	0,07	0,23	1,39	0,07	0,47	0,26	0,15	0,17	0,07
Panama	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,09	0,02	0,12	0,09	4,84	-	0,02
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	-	-

/...

Tableau E (suite)

Membres a/	ONU	OIT b/	FAO	UNESCO c/	OACI	UPU d/	OMS	UIT	OMM	OMCI e/	OMPI f/	AIEA g/
Paraguay	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	0,01
Pays-Bas	1,42	1,41	1,76	1,41	1,77	1,39	1,40	2,34	1,03	1,34	2,76	1,52
Pérou	0,06	0,06	0,08	0,06	0,11	0,28	0,06	0,12	0,34	0,17	-	0,06
Philippines	0,10	0,10	0,12	0,10	0,24	0,09	0,10	0,23	0,51	0,32	0,40	0,11
Pologne	1,39	1,38	1,72	1,38	1,16	0,93	1,37	0,70	1,19	0,89	1,60	1,48
Portugal	0,19	0,19	0,24	0,19	0,32	0,93	0,19	0,12	0,26	0,35	1,16	0,20
Provinces portugaises d'Asie et d'Océanie	-	-	-	-	-	0,93	-	-	-	-	-	-
Qatar	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,12	0,09	0,05	0,10	0,02
République arabe syrienne	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,09	0,02	0,12	0,17	0,04	0,24	0,02
République de Corée	-	-	0,16	0,13	0,38	0,93	0,13	0,23	0,17	0,65	-	0,14
République démocratique allemande	1,33	1,32	-	1,32	-	1,39	1,31	0,70	1,27	0,40	2,43	1,42
République démocratique populaire lao	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
République dominicaine	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,12	0,09	0,04	0,24	0,02
République populaire démocratique de Corée	-	-	0,06	0,05	0,06	0,93	0,05	0,12	0,09	-	0,03	0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,41	0,41	-	0,40	-	0,28	0,40	0,23	0,51	-	0,03	0,44
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,53	1,52	-	1,51	-	0,93	1,51	0,70	1,62	-	0,03	1,63
République-Unie de Tanzanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	0,24	0,01
République-Unie du Cameroun	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,05	0,25	0,01
Rhodésie du Sud	-	-	-	-	-	-	0,01	-	0,17	-	0,24	-
Roumanie	0,24	0,24	0,30	0,24	0,26	0,93	0,23	0,23	0,43	0,33	1,06	0,26
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,52	4,49	5,59	4,48	4,66	4,64	4,45	7,03	5,89	7,88	5,81	4,83
Rwanda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Saint-Marin	-	-	-	0,01	-	0,09	-	0,12	-	-	0,24	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	0,09	-	0,12	-	-	0,40	0,01
Samoa	0,01	-	-	-	-	-	0,01	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	0,01	-	0,01	-	0,06	-	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Sénégal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,23	0,09	0,04	0,25	0,01
Seychelles	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	-	-	0,09	-	-	-
Sierra Leone	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	-	0,01
Singapour	0,08	0,08	-	0,08	0,28	0,09	0,08	0,23	0,09	1,71	-	0,09
Somalie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Soudan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,23	0,17	0,04	0,03	0,01
Sri Lanka	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,47	0,02	0,12	0,26	0,06	0,39	0,02
Suède	1,24	1,23	1,54	1,23	1,06	1,39	1,22	2,34	1,36	1,87	3,15	1,32
Suisse	-	0,95	1,19	0,95	1,18	1,39	0,94	2,34	1,10	0,10	3,20	1,03
Suriname	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	0,04	0,17	-
Swaziland	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	-	-	-	-
Tchad	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,13	-
Tchécoslovaquie	0,84	0,83	1,04	0,83	0,68	0,93	0,83	0,70	0,92	0,07	1,50	0,90
Territoires américains d'outre-mer	-	-	-	-	-	1,39	-	-	-	-	-	-
Territoires britanniques d'outre-mer	-	-	-	-	-	0,47	-	-	0,09 i/	-	-	-
Territoires français d'outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	0,18 i/	-	-	-
Thaïlande	0,10	0,10	0,12	0,10	0,30	0,28	0,10	0,35	0,34	0,10	0,17	0,11
Togo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	0,13	-
Tonga	-	-	-	-	-	0,09	0,01	0,12	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	0,03	0,03	0,04	0,03	0,07	0,09	0,03	0,23	0,09	0,04	0,24	-
Tunisie	0,02	0,02	0,02	0,02	0,07	0,47	0,02	0,47	0,09	0,06	0,43	0,02
Turquie	0,30	0,30	0,37	0,30	0,31	0,93	0,29	0,47	0,51	0,35	0,40	0,32
Union des Républiques socialistes soviétiques	11,60	11,53	-	11,49	10,99	2,32	11,42	7,03	10,42	5,46	4,66	12,39
Uruguay	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,28	0,04	0,12	0,34	0,08	0,40	0,04

/...

Tableau E (suite)

Membres <u>a/</u>	ONU	OIT <u>b/</u>	FAO	UNESCO <u>c/</u>	OACI	UPU <u>d/</u>	OMS	UIT	OMM	OMCI <u>e/</u>	OMPI <u>f/</u>	AIEA <u>g/</u>
Venezuela	0,39	0,39	0,48	0,39	0,46	0,28	0,38	0,70	0,51	0,19	-	0,42
Viet. Nam	0,03 ^h	0,03	0,01	0,03	0,06	^k 0,28	0,03	0,12	0,17	-	0,24	0,03
Yémen	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Yémen démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,01	0,12	0,09	-	-	-
Yougoslavie	0,39	0,39	0,48	0,39	0,41	0,47	0,38	0,23	0,51	0,60	1,50	0,42
Zaïre	0,02	0,02	0,02	0,02	0,08	0,28	0,02	0,23	0,34	0,06	0,40	0,02
Zambie	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,28	0,02	0,12	0,17	-	0,21	0,02

a/ Un tiret (-) en face du nom d'un pays signifie que le pays en question n'est pas membre de l'organisation indiquée ou que sa quote-part n'a pas encore été fixée.

b/ La somme des pourcentages indiqués est égale à 75 p. 100; les 25 p. 100 restants correspondent à des contributions non mises en recouvrement.

c/ Barème proposé sous réserve de l'approbation de la Conférence générale de l'UNESCO à sa session d'octobre-novembre 1978.

d/ Les pourcentages indiqués correspondent aux contributions à mettre en recouvrement en 1979 sur la base des dépenses de 1978.

e/ Les pourcentages indiqués concernant les contributions payables en 1978.

f/ Les pourcentages indiqués concernent les contributions payables en 1978. Aucun changement important n'est prévu pour 1979. Ces pourcentages sont calculés sur la base du montant total de toutes les contributions ordinaires (obligatoires) payées par les Etats membres au titre des contributions mises en recouvrement pour toutes les unions gérées par le Bureau international de l'OMPI. Un Etat membre peut être partie à une ou plusieurs de ces unions et le barème des quotes-parts varie selon les unions.

g/ Sous réserve de l'approbation de la Conférence générale de l'AIEA.

h/ Quote-part recommandée par le Comité des contributions dans son rapport (A/33/11) à l'Assemblée générale (trente-troisième session).

i/ Territoires britanniques des Caraïbes.

j/ Polynésie française, Nouvelle-Calédonie.

k/ Le statut du Viet Nam à l'OACI n'est pas encore précisé.

27. Le tableau ci-après indique pour 1977 et 1978 le pourcentage des contributions au budget ordinaire qui avait été recouvré au 30 juin et au 30 septembre, ainsi que le montant total des contributions non acquittées au 30 septembre.

Tableau F

Recouvrement des contributions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Pourcentage des contributions recouvrées pour l'année en cours				Total de toutes les contributions non acquittées au 30 septembre (quelle que soit l'année à laquelle elles se rapportent)	
	Au 30 juin		Au 30 septembre		1977	1978
	1977	1978	1977	1978		
OIT	63,30	57,53	67,97	59,11	37 569	30 008
FAO	60,59	57,69	76,79	76,73	19 866	25 708
UNESCO	39,24	33,24	53,24	60,68	51 883	54 942
OACI	61,41	60,91	81,50	80,11	3 374	4 023
UPU	44,80	52,39	48,95	60,78	3 087	4 078
OMS	52,56	57,29	69,98	76,82	44 693	39 195
UIT	94,41	92,22	95,14	94,28	2 296	1 599
OMM	60,42	60,26	78,57	79,94	3 044	3 008
OMCI	64,26	59,27	71,18	76,39	2 011	1 750
OMPI	40,85	44,25	76,88	71,80	1 340	2 538
AIEA	60,77	48,72	80,83	81,83	7 744	9 327
ONU	50,42	56,92	67,43	72,25	140 087	141 993

/...

III. OBSERVATIONS SUR LE BUDGET DES ORGANISATIONS

A. Organisation internationale du Travail

	<u>Dollars</u>
Montant net du budget (dépenses) approuvé pour 1978-1979 (montant révisé)	207 655 425
Montant net du budget (dépenses) approuvé pour 1976-1977 (montant révisé)	160 616 406
Augmentation	47 039 019
	29,29 p. 100

28. Le Comité consultatif a examiné le programme et budget de l'Organisation internationale du Travail avec les représentants du Directeur général du BIT.

1. Crédits ouverts pour 1978-1979

29. Le montant net du budget (dépenses) de l'OIT pour 1978-1979, que la Conférence internationale du travail avait approuvé à sa soixante-troisième session en juin 1977, s'élevait à 169 074 000 dollars, soit 5,26 p. 100 de plus que le montant net révisé du budget (dépenses) pour 1976-1977 que la Conférence avait approuvé à sa soixante et unième session, en juin 1976 (A/32/315, sect. III, A).

30. Lorsque la Conférence a adopté, en juin 1977, le programme et budget pour 1978-1979, il a été entendu qu'au cas où les Etats-Unis se retireraient de l'Organisation, le Conseil d'administration ferait toutes économies nécessaires et qu'à cette fin la Conférence lui délèguait provisoirement le pouvoir de supprimer des postes inscrits au budget ordinaire. Les Etats-Unis se sont retirés de l'OIT avec effet au 6 novembre 1977. A ses sessions de novembre 1977 et de février-mars 1978, le Conseil d'administration a examiné les mesures à prendre, sur la base de propositions présentées par le Directeur général, et a opéré des réductions de programme s'élevant au total à environ 36,6 millions de dollars, y compris des réductions de personnel (voir plus loin, par. 36). Le total des dépenses autorisées pour 1978-1979 a ainsi été ramené à 132,4 millions de dollars.

31. Les réductions de programme de 36,6 millions de dollars n'ont pas suffi pour compenser le déficit résultant du retrait de l'Etat Membre, et il est demeuré un déficit de 5,7 millions de dollars que le Directeur général avait l'intention de combler grâce à des contributions volontaires. Le Comité consultatif a été informé qu'en réponse à l'appel lancé par le Directeur général, des contributions volontaires s'élevant au total à 6,9 millions de dollars avaient été annoncées en juillet 1978 et que sur ce montant 2,8 millions de dollars avaient déjà été reçus. On comptait que de nouvelles contributions volontaires seraient annoncées.

/...

2. Programme et budget révisés pour 1978-1979

32. Outre les mesures prises par le Conseil d'administration pour réduire le programme, la Conférence, à sa session de juin 1978, a apporté au programme et budget pour 1978-1979 les importantes modifications suivantes :

a) Conformément aux dispositions du Règlement financier, la Conférence a inscrit un montant supplémentaire de 1 355 739 dollars au Titre III du budget (Fonds de roulement) pour permettre de rembourser au Fonds le montant qui avait été prélevé pour couvrir les dépenses additionnelles autorisées par le Conseil d'administration de l'OIT pour l'exercice 1976-1977;

b) La Conférence a approuvé un montant supplémentaire brut de 30 588 870 dollars, ce qui devait permettre d'obtenir des Etats qui étaient toujours membres de l'OIT et participaient à ses activités un montant net de 22 500 000 dollars afin de couvrir le surcroît de dépenses résultant de la baisse de la valeur du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse. Les prévisions de dépenses initiales avaient été établies sur la base d'un taux de change de 2,51 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, et le montant supplémentaire approuvé à la soixante-quatrième session doit permettre de couvrir les dépenses budgétaires sur la base d'un taux de change de 1,93 franc suisse pour un dollar en 1978 et de 2 francs suisses pour un dollar en 1979. La différence entre les montants brut et net représente une provision supplémentaire rendue nécessaire du fait i) qu'une réserve non répartie a été incluse dans le budget, et ii) qu'un montant représentant 25 p. 100 du budget n'a pas été mis en recouvrement (voir les alinéas suivants);

c) Un montant supplémentaire de 6 585 766 dollars a été inscrit au Titre V du budget (réserve non répartie), comme suite à l'adoption par la Conférence d'une nouvelle procédure selon laquelle, à partir de 1979, elle inscrira à un titre distinct du budget (dépenses) une réserve non répartie correspondant au montant qui devrait être mis en recouvrement auprès des membres qui ne participent pas activement aux travaux de l'OIT et n'acquittent pas leur contribution au budget. Selon cette procédure, le montant total du budget (dépenses) continuerait d'être réparti entre tous les Etats membres par application du barème des quotes-parts approuvé par la Conférence. La différence entre la réserve non répartie et le total du budget (dépenses) constituerait le budget effectif, et les demandes de crédits du Directeur général ne dépasseraient pas le montant dudit budget effectif. La nouvelle procédure n'entraînerait pas d'augmentation des obligations des Etats membres. Les montants qui devraient être mis en recouvrement auprès des Etats qui ne participent pas activement aux travaux de l'OIT continueraient d'être portés dans les tableaux relatifs aux contributions et aux arriérés de contributions. De l'avis de l'OIT, cette mesure atténuera considérablement les problèmes de trésorerie découlant du non-paiement desdites contributions.

/...

d) Pour ne pas avoir à procéder immédiatement à une révision complète du barème des quotes-parts après le retrait des Etats-Unis, la Conférence a approuvé l'inclusion dans le barème d'une contribution de 25 p. 100 non mise en recouvrement.

33. Le tableau ci-après permet de comparer le montant révisé du budget approuvé pour 1978-1979 et le montant net des dépenses autorisées pour l'exercice biennal avec le budget initialement approuvé.

	<u>Budget approuvé initialement pour 1978-1979</u>	<u>Budget approuvé pour 1978-1979</u>	<u>Montant net des dépenses autorisées pour 1978-1979</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Titre I - Budget ordinaire	163 033 146	163 084 196	126 527 492
Titre II - Dépenses imprévues ..	275 000	275 000	275 000
Titre III - Fonds de roulement ..	5 765 854	7 121 593	7 121 593
Titre IV - Provision pour compenser les pertes au change	-	30 588 870	22 500 000
Budget effectif	169 074 000	201 069 659	156 424 085
Titre V - Réserve non répartie	-	6 585 766	-
	<u>169 074 000</u>	<u>207 655 425</u>	<u>156 424 085</u>

34. La Conférence a en outre modifié le Règlement financier de façon à accélérer le remboursement au Fonds de roulement des sommes prélevées sur ce fonds pour compenser l'insuffisance des recettes budgétaires. C'est ainsi qu'en vertu des nouvelles dispositions du règlement, tout montant prélevé pour compenser l'insuffisance de recettes budgétaires en 1978-1979 sera remboursé au Fonds en 1981 au lieu de 1982-1983.

3. Personnel

35. Les ressources en personnel du BIT sont exprimées en années et en mois de travail de fonctionnaire. Elles comprennent les années de travail correspondant aux postes permanents 3/ (un poste = deux années de travail de fonctionnaire pour l'exercice biennal) qui sont occupés par des fonctionnaires nommés à titre permanent, et des années de travail supplémentaires pour lesquelles le BIT recrute du personnel pour des périodes de durée déterminée ou de courte durée. Les ressources en

3/ Le BIT a des postes permanents inscrits au budget ordinaire et des postes permanents financés par des fonds extra-budgétaires. Les postes inscrits au budget ordinaire sont créés par la Conférence et les postes financés par des fonds extra-budgétaires sont créés par le Conseil d'administration.

/...

personnel (inscrites au budget ordinaire) approuvées initialement pour l'exercice 1978-1979 comprenaient 657 postes permanents d'administrateur (1 314 années de travail d'administrateur), 699 postes permanents d'agent des services généraux (1 398 années de travail d'agent) et approximativement 121 années de travail supplémentaires d'administrateur et 440 années de travail supplémentaires d'agent des services généraux correspondant au personnel engagé pour des périodes de durée déterminée ou de courte durée.

36. Compte tenu des réductions de programme décidées par le Conseil d'administration (voir plus haut, par. 30), il a fallu réduire les ressources en personnel et supprimer 264 années de travail d'administrateur et 340 années de travail d'agent des services généraux. La suppression par le Conseil d'administration de 45 postes permanents d'administrateur et de 62 postes permanents d'agent des services généraux inscrits au budget ordinaire a permis une réduction de 90 années de travail d'administrateur et de 124 années de travail d'agent des services généraux. Le reste des réductions de personnel nécessaires se sont opérées de diverses façons : départs à la retraite, démissions, licenciements amiables, rétrogradations amiables, mutations dans d'autres organisations et, en dernier recours, résiliations de contrats.

37. Outre les réductions opérées dans les postes inscrits au budget ordinaire, le Conseil d'administration a supprimé 3 postes financés par des fonds extra-budgétaires à l'Institut international d'études sociales (2 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux), postes pour lesquels l'OIT ne disposerait plus de ressources principalement du fait de la réduction du programme prévu au budget ordinaire, et 5 postes financés par des fonds extra-budgétaires (2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux), la CFPI devant désormais assumer directement la responsabilité de certains travaux statistiques liés au système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) qui étaient effectués jusqu'à présent par le BIT.

38. A sa 205^{ème} session (février-mars 1978), le Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à apporter, conformément à l'article 4.8 du Statut du personnel, des modifications aux conditions d'emploi des fonctionnaires, notamment à réduire les traitements jusqu'à concurrence de 10 p. 100 (du traitement net, sauf dans le cas des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur où il est tenu compte de l'indemnité de poste). Ces modifications resteraient applicables jusqu'à ce que le montant des dépenses de personnel du BIT ait été progressivement ramené au montant fixé dans les programme et budget révisés pour 1978-1979. Elles sont motivées par le souci de prendre toutes les mesures possibles pour réduire les dépenses sans avoir à mettre fin à des engagements (en vertu de l'alinéa a) de l'article 11.4.1 et en vertu de l'article 11.5 du Statut du personnel) ou à ne pas renouveler des contrats.

39. En application de cette décision et de l'article 4.8 du Statut du personnel, le Directeur général a décidé, sur la recommandation unanime de la Commission administrative de l'OIT, de modifier provisoirement les conditions d'emploi et les contrats des fonctionnaires en poste. Les principales modifications sont les suivantes :

/...

a) Réduction de 2,2 p. 100 du traitement mensuel net, du 1er août 1978 au 31 janvier 1979. Cette réduction ne s'applique pas aux diverses indemnités et primes prévues par le Statut du personnel et ne modifie pas le montant des cotisations et déductions au titre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel;

b) Réduction de l'année de travail, par suppression de quatre journées de travail qui ne seront pas rémunérées, entre le 1er août 1978 et le 31 janvier 1979;

c) La réduction touchera tous les fonctionnaires de l'OIT auxquels s'applique l'article 4.8 du Statut du personnel, à l'exception des personnes ci-après :

- i) Fonctionnaires inscrits au fichier d'experts de l'OIT;
- ii) Agents des services généraux en poste dans les bureaux extérieurs;
- iii) Fonctionnaires qui, après le 1er janvier 1978, ont accepté de travailler à mi-temps ou de prendre un congé sans traitement pendant une période d'un mois au moins, et fonctionnaires qui, avant le 1er août 1978, ont accepté de travailler à mi-temps ou de prendre un congé sans traitement pendant une période d'un mois au moins à compter du 1er décembre 1979 au plus tard;
- iv) Fonctionnaires qui, avant le 1er août 1978 et avec effet au 1er décembre 1979 au plus tard, ont accepté de prendre leur retraite anticipée, accepté qu'il soit mis fin à leur engagement de durée déterminée ou, sans préjudice du droit du Directeur général de ne pas prolonger leur engagement de durée déterminée en vertu des dispositions pertinentes du Statut du personnel, ont accepté que ledit engagement ne soit pas renouvelé.

40. Les sommes dégagées grâce à cette réduction provisoire des traitements sont actuellement utilisées pour couvrir pendant trois mois environ le coût des contrats des fonctionnaires en surnombre par rapport à l'effectif autorisé; on espère trouver d'ici là des solutions satisfaisantes aux problèmes d'emploi des fonctionnaires intéressés.

41. Le tableau ci-après permet de comparer les ressources en personnel initialement approuvées pour 1978-1979 et la situation actuelle.

/...

Budget ordinaire									
Postes (années/homme ou mois/homme)	Années ou mois/homme supplémentaires			Total des années ou mois/homme			Années ou mois/homme financés par des fonds extra-budgétaires		Total des années ou mois/homme
	Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux	Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux	Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux	Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur		
Exercice biennal									
Budget approuvé initialement 1978-1979	657(1 314)	699(1 398)	120/09	439/10	1 434/09	1 837/10	212/02	1 582/04	2 050/00
Budget révisé 1978-1979	612(1 224)	637(1 274)	52/11	221/04	1 171/01	1 495/04	189/06	1 329/05	1 684/10

a/ Non compris 4 postes de réserve pour des fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

...

42. Les postes inscrits au budget ordinaire se répartissent comme suit par classe :

	1976-1977	Budget approuvé initialement 1978-1979	Budget révisé 1978-1979
Directeur général	1	1	1
Directeur général adjoint	3	3	2
Sous-Directeur général	5	7	7
Conseiller juridique	1	1	1
Directeur :			
D-2	20	15	15
D-1	50	47	45
Poste (D-1) spécial	2	2	2
Administrateurs :			
P-5	86	101	96
P-4	163	169	159
P-3	183	182	167
P-3/2	41	1	1
P-2	50	40	37
Poste (P-2) spécial	3	19	17
Poste (P-2/1) spécial	-	-	-
P-1	49	44	43
Autres postes	31 <u>a/</u>	29 <u>b/</u>	23 <u>c/</u>
Total partiel	688	661	616
Agents des services généraux	726	699	637
TOTAL	1 414	1 360	1 253

a/ Dont 27 postes dans les bureaux extérieurs et 4 postes de réserve pour des fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

b/ Dont 25 postes dans les bureaux extérieurs et 4 postes de réserve pour des fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

c/ Dont 19 postes dans les bureaux extérieurs et 4 postes de réserve pour des fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

4. Dépenses autres que les dépenses de personnel

43. Sur les réductions de 36,6 millions de dollars qui ont été opérées, 15,5 millions de dollars environ correspondaient à des dépenses autres que des dépenses de personnel. Selon les informations que le Comité a reçues, l'OIT a principalement diminué ces autres dépenses en opérant des réductions dans les programmes de fond mais aussi, dans certains cas, en réalisant des économies grâce à l'efficacité accrue et à la rationalisation des opérations.

/...

44. Parmi les réductions opérées, il convient de mentionner entre autres :

a) L'annulation de la réunion de la Commission consultative africaine, de 13 réunions techniques et de 4 réunions du type commission d'industrie;

b) Une réduction importante des études et des recherches avec une réduction correspondante des frais de traduction, d'impression et de papier;

c) Une réduction du montant des projets de coopération technique prévus au budget ordinaire;

d) Un abaissement des normes des services intérieurs (entretien et nettoyage notamment) et une réduction de la consommation d'électricité et de mazout;

e) Le report de deux annuités payables en 1978-1979 au Gouvernement suisse au titre du prêt consenti pour la construction du nouveau bâtiment;

f) Une diminution de tous les crédits alloués pour les frais de voyage.

45. En ce qui concerne les locaux, 15 p. 100 environ des bureaux disponibles (un étage et demi) ont été loués au Centre du commerce international. Tous les autres bureaux sont occupés par le BIT. De plus, l'Organisation loue régulièrement des salles de conférence et de réunion à d'autres organisations internationales appartenant au système des Nations Unies. Elle évite de louer des locaux ou des installations à des organisations extérieures au système.

/...

B. Organisation des Nations Unies pour
 l'alimentation et l'agriculture

	<u>Dollars</u>
Montant effectif du budget pour 1978-1979	211 350 000
Montant effectif du budget pour 1976-1977	167 000 000
Augmentation	44 350 000
	26,6 p. 100

46. Le Comité consultatif s'est entretenu du budget de la FAO pour 1978-1979 et des questions connexes avec les représentants du Directeur général.

47. Le montant effectif du budget pour 1978-1979, que la Conférence de la FAO a approuvé à sa dix-neuvième session, en novembre 1977, s'élève à 211 350 000 dollars, soit une augmentation de 44 350 000 dollars (26,6 p. 100) par rapport au chiffre correspondant pour 1976-1977. Comme la Conférence l'avait décidé, le budget a été établi sur la base d'un taux de change de 879 lires italiennes pour un dollar des Etats-Unis.

48. Les représentants du Directeur général ont fait savoir au Comité que la Conférence de la FAO avait adopté le projet de budget-programme proposé pour 1978-1979 par le Directeur général et qu'elle avait approuvé les priorités du programme sur la base desquelles ce projet avait été établi (rapport du Comité consultatif à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session, A/32/315, par. 46 à 73). Le montant du budget approuvé a été ajusté pour tenir compte d'une modification du taux de change (le taux retenu aux fins de l'établissement du projet de budget, soit 900 lires italiennes pour un dollar des Etats-Unis, étant tombé à 879 lires pour un dollar lorsque la Conférence a adopté le budget). Cet ajustement s'est traduit par une augmentation de 3 273 000 dollars par rapport au montant de 208 077 000 dollars indiqué dans le rapport du Comité consultatif mentionné ci-dessus.

49. L'augmentation du budget approuvé pour 1978-1979, par rapport au montant ajusté du budget de 1976-1977, se décompose comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Budget de 1976-1977 approuvé par la Conférence de la FAO en novembre 1975, calculé sur la base d'un taux de change de 670 lires italiennes pour un dollar des Etats-Unis	167 000 000
b) Augmentations au titre des programmes pour 1978-1979, calculées sur la base du même taux de change que le budget de 1976-1977 :	

/...

	<u>Dollars</u>
i) Croissance des programmes <u>4/</u>	11 480 000
ii) Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui doit se tenir en 1979	1 200 000
c) Hausses des coûts pour 1978-1979 (y compris nouveau calcul des éléments a) et b) sur la base du taux de change de 879 liras italiennes pour un dollar des Etats-Unis	31 670 000
Montant total du budget approuvé pour 1978-1979 ..	<u>211 350 000</u>

50. Le tableau ci-après permet de comparer, par ligne de crédit, le budget de la FAO approuvé pour 1978-1979 et le budget ajusté de 1976-1977.

(En milliers de dollars E.-U.)

<u>Ligne de crédit</u>	Budget approuvé pour 1978-1979	Budget de 1976-1977 (montant ajusté)	Augmentation (diminution) en 1978-1979 par rapport à 1976-1977
<u>Chapitre</u>			
1. Politique et direction générales	17 200	14 206	2 994
2. Programmes techniques et économiques	95 500	79 085	16 415
3. Programmes de soutien du développement	28 560	16 784	11 776
4. Programme de coopération technique	25 600	18 500	7 100
5. Services de soutien	33 160	30 182	2 978
6. Charges communes	10 930	7 243	3 687
7. Imprévus	400	1 000	(600)
Montant total effectif du budget	<u>211 350</u>	<u>167 000</u>	<u>44 350</u>

4/ Voir A/32/315, par. 51 à 56.

51. Les représentants du Directeur général ont indiqué au Comité consultatif que la Conférence de la FAO avait réaffirmé en novembre 1977 qu'elle approuvait le principe de la budgétisation intégrale et reconnaissait qu'il était inévitable de reporter sur les 24 mois de l'exercice biennal suivant les hausses des coûts enregistrés en 1976-1977. La Conférence avait reconnu en outre que, même si l'on appliquait le principe de la budgétisation intégrale, les dépenses supplémentaires, non prévues au budget, imputables à l'inflation et aux fluctuations monétaires défavorables durant l'exercice biennal pouvaient avoir de graves répercussions sur le programme de travail et le budget de la FAO. Pour protéger le programme des effets de ces dépenses supplémentaires non prévues au budget (ainsi que des retards dans le paiement des contributions) en 1978-1979 et au cours des exercices biennaux ultérieurs, la Conférence a décidé de constituer un compte de réserve spécial à dater du 31 décembre 1977 (résolution 27/77). Le Directeur général a été autorisé à utiliser les fonds versés à ce compte aux fins suivantes :

"a) Dans tous les cas où le Fonds de roulement ne permet pas de financer les dépenses budgétaires en attendant que les contributions des Etats Membres au budget aient été recouvrées, prélever des avances qui seront remboursées dès que possible à l'aide des contributions recouvrées par la suite;

b) Financer les dépenses supplémentaires non inscrites au budget qui résultent de variations du taux de change;

c) Sous réserve d'un examen préalable par le Comité financier et de l'approbation du Conseil, financer les dépenses supplémentaires, non inscrites au budget, relatives à des programmes approuvés et qui résultent de poussées inflationnistes imprévues, dans la mesure où ces dépenses ne peuvent être couvertes par des économies budgétaires, et ce jusqu'à concurrence d'un montant représentant 2 p. 100 du budget effectif de l'exercice correspondant."

52. Le Directeur général a reçu pour instructions de virer au compte de réserve spécial un montant de 5 millions de dollars provenant d'économies en dollars réalisées en 1976-1977, et d'y verser en 1978-1979 et au cours des exercices ultérieurs, toutes économies qui pourraient être réalisées sur les dépenses de personnel en raison d'écarts favorables entre le taux de change de la lire utilisé pour le calcul du budget et le taux effectif appliqué par les Nations Unies. Tout solde inscrit au compte de réserve spécial à la fin de l'exercice 1978-1979 et de chaque exercice ultérieur sera reporté sur l'exercice suivant jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 2,5 p. 100 du budget effectif total dudit exercice suivant.

53. Au paragraphe 71 du rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session (A/32/315), le Comité consultatif signalait que le Directeur général avait proposé la création d'un nouveau fonds d'affectation spéciale, le Fonds spécial pour la réduction des pertes d'aliments. Les représentants

/...

du Directeur général ont informé le Comité qu'en novembre 1977 la Conférence de la FAO avait approuvé cette proposition et avait constitué un compte spécial pour la prévention des pertes de produits alimentaires (résolution 3/77), auquel les Etats membres de la FAO et d'autres donateurs ont été invités à verser des contributions représentant au moins 20 millions de dollars. Aux termes de cette résolution, la Conférence a décidé que les économies en dollars réalisées en 1976-1977 seraient virées à ce compte jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars, sauf au cas où un Etat membre demanderait que sa part du montant ainsi retenu lui soit restituée conformément aux dispositions normales du Règlement financier touchant l'affectation de l'excédent de trésorerie. Le solde du compte spécial serait reporté d'une année sur l'autre jusqu'à ce que la Conférence décide de clore ledit compte.

/...

C. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

	<u>Dollars</u>
Projet de budget pour 1979-1980	275 500 000
Budget approuvé pour 1977-1978	224 413 000
	<hr/>
Augmentation	51 087 000
	22,8 p. 100

54. Le Comité consultatif s'est entretenu du projet de programme et de budget pour 1979-1980 et de questions connexes avec un représentant du Directeur général de l'UNESCO.

1. Méthode d'établissement et mode de présentation du projet de programme et de budget

55. Le projet de programme et de budget de l'UNESCO pour 1979-1980 correspond au deuxième exercice biennal de la période de six ans du plan à moyen terme pour 1977-1982 5/. On constate dans la présentation du projet de programme et de budget une modification fondamentale : les activités du programme sont désormais ventilées selon les objectifs du plan à moyen terme. Chaque secteur de programme est subdivisé en sections selon les divers objectifs. Chaque section correspondant à un objectif s'ouvre par une "résolution proposée", qui indique les principales orientations du programme et les modalités de son exécution, et est suivie d'un "plan de travail" articulé par "thèmes". Chaque thème est présenté en fonction des "résultats attendus" et des "actions proposées". Les crédits demandés sont indiqués pour chacune des actions proposées 6/.

56. Le Directeur général estime que l'innovation la plus importante dans le projet de programme et de budget est l'inclusion dans le plan de travail d'un texte résumant, pour chaque thème, les résultats attendus. De l'avis du Directeur général, ce résumé devrait aider le lecteur à porter un jugement sur le programme proposé et fournir une base pour les travaux à faire afin d'évaluer l'exécution de ce programme. A cet égard, il considère que les textes résumant "les résultats attendus" servent de point de départ aux études et aux analyses qui seront entreprises pour évaluer le programme.

57. Dans son introduction au projet de programme et de budget pour 1979-1980, le Directeur général a indiqué que durant la préparation du programme, il a eu notamment des consultations avec les Etats membres sur la base de questionnaires

5/ A l'UNESCO, l'exercice du budget-programme et le cycle du plan commencent par une année impaire. Le plan à moyen-terme, présenté par objectifs, est à horizon fixe.

6/ Voir document 20 C/5 de l'UNESCO.

que le Secrétariat avait établis avec un double souci : a) répondre aux besoins spécifiques de l'Organisation en matière de programmation, c'est-à-dire permettre de transposer les orientations générales du plan à moyen terme en actions de programme concrètes qui constituent le programme biennal, et b) tenir compte des avis du Conseil exécutif qui avait souhaité une amélioration de la méthode utilisée pour établir le dernier projet de programme et de budget.

58. Le Comité consultatif a été informé que l'un des questionnaires mentionnés au paragraphe ci-dessus portait sur le contenu du programme, en fonction des 44 objectifs adoptés par la Conférence générale à sa dix-neuvième session (1976). Pour chacun de ces objectifs, un certain nombre de thèmes de programme étaient proposés, sur la base des analyses faites dans le plan à moyen terme, et les Etats membres avaient été priés de se prononcer sur l'intérêt (majeur, moyen ou mineur) qu'il fallait accorder à chacun de ces thèmes et d'évaluer la pertinence des activités prévues pour l'exercice en cours (telles qu'elles figurent dans le document 19 C/5) par rapport aux objectifs. Ces questions avaient pour objet de permettre d'obtenir des avis sur l'intérêt relatif des diverses activités auxquelles chaque objectif pouvait donner lieu, de façon que l'action puisse être concentrée sur les aspects qui recueillaient le maximum d'avis positifs, et aussi de permettre d'identifier les activités en cours dont la réorientation, voire la suppression, pouvait s'imposer.

2. Programme et budget pour 1979-1980

59. Les crédits demandés par le Directeur général pour le programme ordinaire de l'UNESCO dans le projet de programme et de budget pour 1979-1980 s'élèvent à 275 500 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 51 087 000 dollars (22,8 p. 100) par rapport au montant du budget approuvé pour 1977-1978 (224 413 000 dollars). Les fonds extra-budgétaires qui seront disponibles en 1979-1980 sont estimés à 172 925 900 dollars, contre 132 596 200 dollars en 1977-1978.

60. Les techniques budgétaires utilisées pour établir les demandes de crédit de l'UNESCO pour 1979-1980 sont identiques à celles qui ont été employées pour établir le projet de budget précédent et sont caractérisées par trois éléments :

a) L'emploi d'une "valeur constante du dollar" pour établir les prévisions budgétaires initiales. Selon ce principe, le coût des activités proposées est exprimé en dollars ayant le même pouvoir d'achat qu'au 1er janvier 1977 et compte tenu d'un taux de change par rapport aux autres monnaies, notamment le franc français (4,90), qui est identique à celui que la Conférence générale avait retenu pour le budget de 1977-1978. Ainsi, les crédits demandés pour 1979-1980 aux divers titres et chapitres du budget sont directement comparables aux chiffres correspondants du budget approuvé pour 1977-1978, la différence étant imputable à la croissance du programme.

b) Deux séries de calcul du coût de l'inflation :

/...

- i) L'actualisation de la base pour 1979-1980, calculée selon la méthode indiquée dans l'alinéa a) ci-dessus, afin de tenir compte de l'inflation entre le 1er janvier 1977 et le 31 décembre 1978;
- ii) La budgétisation "semi-intégrale" des dépenses supplémentaires que l'inflation, pendant la première année de l'exercice biennal, pourrait entraîner pour 1979-1980, ce qui signifie que le projet de budget pour 1979-1980 ne prévoit pas de crédits pour faire face à d'éventuelles augmentations des traitements et salaires ou des prix en 1980 7/. Les crédits nécessaires sont inclus dans la Réserve budgétaire au titre VI du budget.

c) La présentation, dans une partie du budget distincte (titre VIII : fluctuations monétaires), des crédits prévus pour tenir compte des incidences éventuelles des fluctuations de la valeur du dollar des Etats-Unis par rapport aux monnaies dans lesquelles l'UNESCO effectue ses dépenses (essentiellement le franc français et, dans une certaine mesure, d'autres monnaies, en particulier le franc suisse).

61. Les divers éléments qui contribuent à l'accroissement du projet de budget pour 1979-1980 par rapport aux crédits ouverts pour 1977-1978 peuvent être récapitulés comme suit :

	<u>Dollars</u>
Budget de 1977-1978 approuvé par la Conférence générale à sa dix-neuvième session	224 413 000 ^{8/}
1. <u>Croissance du programme</u>	
a) Liée aux 44 objectifs du plan à moyen terme	7 123 600
b) Non directement liée aux objectifs du plan à moyen terme	1 404 750
2. <u>Augmentation obligatoire</u> (voir plus loin, par. 64)	4 255 950
3. <u>Inflation</u>	
a) Mouvements des prix du 1er janvier 1977 au 31 décembre 1978	37 594 000
b) Provision pour inflation en 1979-1980, selon le principe de la budgétisation semi-intégrale	15 058 700

^{7/} Pour une description de la budgétisation "semi-intégrale" appliquée par l'UNESCO, voir les paragraphes 79 et 80 du rapport du Comité consultatif A/32/315.

^{8/} Ce montant comprend une provision de 13 286 000 dollars au titre de l'inflation en 1977, selon le principe de la budgétisation semi-intégrale.

Dollars

A déduire : provision pour inflation (selon le principe de la budgétisation semi-intégrale) prévue dans le budget de 1977-1978 (13 286 000)

4.	<u>Fluctuations monétaires</u> (titre VIII du budget)	
	Effet éventuel de la dépréciation du dollar des Etats-Unis (titre VIII du budget)	500 000
5.	<u>Autres ajustements</u>	
6.	<u>A déduire</u> : Economies prévues (voir le tableau suivant)	(1 564 000)
	TOTAL	<u>275 500 000</u>

62. On trouvera ci-après un tableau comparatif par titre du budget, des crédits demandés pour 1979-1980 et des crédits ouverts pour 1977-1978, après ajustement :

(En dollars des Etats-Unis)

Lignes d'ouverture de crédit à l'UNESCO	Crédits demandés pour 1979-1980	Crédits ouverts en 1977-1978	Augmentation en valeur absolue
Titre I :			
Politique et direction générales	14 880 200	13 625 700	1 254 500
Titre II :			
Exécution du programme ..	152 929 200	143 909 600	9 019 600
Titre III :			
Services administratifs généraux	17 785 100	17 611 700	173 400
Titre IV :			
Services afférents aux conférences, langues et documents	15 025 100	13 795 500	1 229 600
Titre V :			
Charges communes	17 062 900	16 538 500	524 400
Titre VII :			
Dépenses en capital	6 228 800	5 646 000	582 800
Total (dollars constants)	223 911 300	211 127 000	12 784 300

/...

Lignes d'ouverture de crédit à l'UNESCO	Crédits demandés pour 1979-1980	Crédits ouverts en 1977-1978	Augmentation en valeur absolue
Titre VI :			
Réserve budgétaire	15 058 700 ^{a/}	13 286 000 ^{a/}	1 772 700
Effets de l'inflation en 1977 et 1978	37 594 000	-	37 594 000
Titre VIII :			
Fluctuations monétaires	500 000	-	500 000
<u>A déduire</u> : Economies prévues du fait des mouvements de personnel et des délais de recrutement	(1 564 000)	-	(1 564 000)
Total (dollars courants) ...	275 500 000	224 413 000	51 087 000

^{a/} Provision pour inflation, selon le principe de la budgétisation semi-intégrale.

63. Comme il ressort du tableau ci-dessus, l'augmentation nette (51 087 000 dollars) est imputable pour l'essentiel, selon le Directeur général, aux effets de l'inflation et des fluctuations monétaires. L'augmentation en valeur réelle est estimée à 12 784 300 dollars (en dollars constants au 1er janvier 1977), dont 8 528 350 dollars au titre de la croissance du programme et 4 255 950 dollars au titre des augmentations obligatoires. Sur le montant correspondant à la croissance du programme, 7 123 600 dollars (soit 83,5 p. 100) ont été affectés à des activités qui contribueront directement à la réalisation des 44 objectifs du plan à moyen terme, dans les cinq grands secteurs de programme de l'UNESCO.:

	<u>Dollars</u>
a) Education	2 599 000
b) Sciences exactes et naturelles et application de ces sciences au développement	2 065 500
c) Sciences sociales et application de ces sciences	880 900
d) Culture et communication	1 199 100
e) Droit d'auteur; systèmes et services d'information; statistiques	379 100
	<u>7 123 600</u>

/...

64. Les augmentations obligatoires résultent de l'application de décisions antérieures de la Conférence générale, et elles correspondent aux montants suivants (en dollars constants) :

	<u>Dollars</u>
a) Troisième stade de l'utilisation du chinois comme langue de travail de la Conférence générale	1 165 200
b) Utilisation accrue de l'espagnol	1 888 950
c) Entretien du sixième bâtiment	619 000
d) Amortissement des immobilisations	582 800
Total	<u>4 255 950</u>

3. Organisation et effectifs

65. Le projet de programme et de budget pour 1979-1980 prévoit une augmentation du nombre total des postes permanents, qui passera de 2 382 à la fin de 1978 à 2 459 d'ici la fin de 1980, soit 77 postes de plus (42 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 35 postes d'agent des services généraux). Le tableau ci-après indique la répartition des postes permanents (non compris les postes d'agent du service de sécurité et le personnel d'entretien) :

UNESCO	1980 (Postes proposés)	1979 (Postes proposés)	1978 (Postes approuvés)	1980-1978 Augmentation (diminution)
Directeur général	1	1	1	-
Directeur général adjoint	1	1	1	-
Sous-Directeur général	8	8	6	2
D-2	21	21	22	(1)
D-1	62	62	57	5
P-5	297	295	269	28
P-4	324	319	326	(2)
P-3	210	210	191	19
P-2/1	147	147	156	(9)
Total partiel	1 071	1 064	1 029	42
Agents des services généraux	1 388	1 386	1 353 a/	35
Total	<u>2 459</u>	<u>2 450</u>	<u>2 382 a/</u>	<u>77</u>

Note page suivante.

/...

Note du tableau précédent

a/ Par rapport au nombre des postes approuvés, dans le budget de l'exercice en cours, ce chiffre représente une augmentation de deux postes, compte tenu de la transformation de deux postes du siège en quatre postes hors siège.

66. Le projet de programme et de budget pour 1979-1980 fait apparaître des modifications de structure impliquant le regroupement de services selon trois types de fonctions :

a) Les fonctions d'appui au programme, qui contribuent aux divers processus de l'exécution du programme. Ces fonctions sont celles des services suivants : l'Office des presses de l'UNESCO, l'Office d'information du public, le Bureau des conférences, des langues et des documents 9/, l'Office des statistiques et la Division du droit d'auteur. Le Directeur général demande la création d'un nouveau poste de Sous-Directeur général, dont le titulaire superviserait ces services d'appui au programme;

b) Les fonctions fondamentales concernant la politique générale et la direction générale de l'Organisation. Ces fonctions sont assurées par six services qui seront groupés au titre I du budget sous la rubrique "Services du Directeur général" : le Cabinet du Directeur général, le Bureau d'études et de programmation 10/, le Bureau du budget 10/, l'Inspection générale 10/, l'Office des normes internationales et des affaires juridiques 10/, et le Médiateur. Pour assurer une coordination efficace entre les fonctions de programmation, de planification, de budgétisation et d'évaluation, le Directeur général propose de confier au Directeur du Bureau d'études et de programmation la responsabilité supplémentaire de superviser les activités du Bureau du budget. Pour cette raison, il demande le reclassement de ce poste à Sous-Directeur général;

c) La fonction "gestion des moyens", qui serait désormais confiée à quatre services : le Bureau du Contrôleur financier, le Bureau du personnel, le Bureau des services généraux et le Bureau des services informatiques. Ces services seraient groupés au titre III du budget sous la rubrique "Services administratifs généraux".

67. Le tableau ci-après permet de comparer, par titre du budget, le nombre des postes permanents approuvés pour 1978 et proposés pour 1979-1980.

9/ Les crédits prévus pour ce Bureau demeureraient inscrits au titre IV du budget.

10/ Ces services ne seraient plus inscrits au titre III du budget, actuellement intitulé "Appui au programme et administration".

/...

UNESCO	1980			1979			1978			1980-1978		
	Adm.	Serv. gén.	Total	Adm.	Serv. gén.	Total	Adm.	Serv. gén.	Total	Augmentation (diminution)		
Titre I :												
<u>Politique et direction générale</u>	82	77	159	82	77	159	73	68	141	9	9	18
Titre II :												
<u>Exécution du programme</u>	814	941	1 755	807	939	1 746	794	925	1 719	20	16	36
Titre III :												
<u>Services administratifs généraux</u> .	79	211	290	79	211	290	78	209	287	1	2	3
Titre IV :												
<u>Services afférents aux conférences, langues et documents</u>	96	152	248	96	152	248	84	144	228	12	8	20
Titre V :												
<u>Charges communes a/</u>	-	7	7	-	7	7	-	7	7	-	-	-
Total	1 071	1 388	2 459	1 064	1 386	2 450	1 029	1 353	2 382	42	35	77

a/ Les postes permanents indiqués par l'UNESCO ne comprennent pas les postes d'agent du service de sécurité ni le personnel d'entretien.

/...

4. Fonds de roulement

63. On se rappellera que le montant autorisé du Fonds de roulement pour 1977-1978 avait été fixé à 16,8 millions de dollars, soit 7,5 p. 100 environ du total des crédits votés par la Conférence générale (A/32/315, par. 86). Sur la base de ce pourcentage, le montant du Fonds devrait être de 20,6 millions de dollars pour l'exercice biennal 1979-1980. Le Comité consultatif a été informé toutefois que le Directeur général avait proposé de maintenir le montant du Fonds de roulement à 16,8 millions de dollars à cause des difficultés financières qu'éprouvaient de nombreux Etats membres.

/...

D. Organisation de l'aviation civile internationale

	<u>Dollars</u>
Montants des crédits ouverts pour 1979	20 187 000 ^{a/}
Montants des crédits ouverts pour 1978	18 924 000 ^{a/}
Augmentation	1 263 000
	6,7 p. 100

a/ Déduction faite des contributions du personnel.

69. Le Comité consultatif s'est entretenu du budget de l'OACI pour 1979 et de questions connexes avec des représentants du Secrétaire général de l'OACI.

70. L'OACI a un budget triennal. Tous les trois ans, l'Assemblée approuve séparément les ouvertures de crédit pour chaque année de l'exercice triennal suivant. A sa trente-deuxième session, en septembre-octobre 1977, l'Assemblée a adopté les budgets de l'Organisation pour les années 1978, 1979 et 1980 (A/32/315, par. 94 à 102). Le montant des crédits ouverts pour 1979, déduction faite des contributions du personnel, s'élève à 20 187 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 263 000 dollars (6,7 p. 100) par rapport aux crédits ouverts pour 1978.

71. L'augmentation qu'accusent les crédits ouverts pour 1979 est le résultat net des facteurs ci-après :

	<u>Dollars</u>
<u>A ajouter</u> : Accroissement du programme de réunions	112 000
Réduction du pourcentage de postes vacants et montant net des augmentations de traitement non imputables à l'inflation ...	408 000
Crédits conditionnels (principalement pour faire face à l'inflation prévue)	793 000
<u>A déduire</u> : Diminution des coûts de recrutement pour les postes nouveaux	(25 000)
Diminution des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers	(10 000)
Autres diminutions mineures	(15 000)
	<u>1 263 000</u>

/...

72. Le tableau ci-après indique la ventilation des crédits, par titre du budget ordinaire de l'OACI, pour 1979 par rapport à 1978 :

(En dollars des Etats-Unis)

Titre du budget de l'OACI	Crédits ouverts pour 1979	Crédits ouverts pour 1978	Augmentation (diminution)
I. Réunions	449 000	337 000	112 000
II. Secrétariat	17 800 000	17 260 000	540 000
III. Services généraux ^{a/}	3 394 000	3 395 000	(1 000)
IV. Matériel	176 000	179 000	(3 000)
V. Comptes divers	67 000	67 000	-
VI. Crédits conditionnels	<u>2 489 000</u>	<u>1 585 000</u>	<u>904 000</u>
Total brut, titres I à VI	24 375 000	22 823 000	1 552 000
Contributions du personnel (comprises dans ce total) ..	<u>4 188 000</u>	<u>3 899 000</u>	<u>289 000</u>
Total net (déduction faite des contributions du personnel .	20 187 000	18 924 000	1 263 000

^{a/} Y compris des subventions gouvernementales pour la location de locaux (1 224 700 dollars).

73. Pour 1979, le tableau d'effectifs de l'OACI (non compris les postes dont le coût est inclus dans celui des services d'administration et d'exécution du programme de développement) n'accuse aucun changement par rapport à 1978 c'est-à-dire qu'il compte 705 postes (273 postes d'administrateur et 432 postes d'agent des services généraux)(voir A/32/315, par. 100).

74. Les crédits ouverts au titre II (secrétariat) pour 1979 ont été calculés compte tenu d'un abattement pour mouvements de personnel fondé sur un pourcentage de postes vacants de 6 p. 100 pour les postes d'administrateur et de 4 p. 100 pour les postes d'agent des services généraux, contre 8 p. 100 et 4 p. 100, respectivement, en 1978. Le Comité a été informé que le nombre courant de postes vacants des deux catégories correspondait approximativement aux hypothèses retenues pour 1978. Les représentants du Secrétaire général ont indiqué que l'abattement pour mouvements de personnel qui avait servi au calcul des crédits ouverts pour 1979 représentait environ 971 000 dollars, contre 1 192 000 dollars pour 1978.

/...

75. Comme il ressort du tableau figurant au paragraphe 72 ci-dessus, le montant brut des crédits conditionnels prévus au titre VI 11/ du budget de 1979 est estimé à 2 489 000 dollars, soit une augmentation de 904 000 dollars (57 p. 100) par rapport au chiffre correspondant de 1978. Ces crédits doivent permettre de faire face aux augmentations de traitements et aux hausses de prix qui pourraient intervenir en 1979, étant donné que les crédits ouverts aux titres I à V du budget ont été calculés sur la base des traitements, indemnités et prix en vigueur au début de 1977, lorsque le projet de budget pour l'exercice triennal en cours a été définitivement établi. Le Comité consultatif a été informé que l'augmentation de 793 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel) des crédits conditionnels prévus pour 1979 (voir plus haut par. 71) doit permettre de couvrir le montant estimatif des augmentations des traitements des agents des services généraux et de l'indemnité de poste (6 p. 100 en moyenne), des cotisations à la Caisse des pensions (5 p. 100) et des principales dépenses prévues aux titres III, IV et V du budget (4 p. 100).

76. En ce qui concerne le coût des services d'administration et d'exécution des activités d'assistance technique, les représentants du Secrétaire général ont indiqué au Comité qu'en 1977, le montant total des dépenses opérationnelles hors siège engagées au titre d'activités d'assistance technique financées par des fonds extra-budgétaires s'était élevé à 23 426 048 dollars, contre 25 515 491 dollars l'année précédente. Le coût net des services d'administration et d'exécution de ces activités avait été de 2 686 133 dollars et 2 505 175 dollars, respectivement. Les coûts ont été estimés à 2 672 100 dollars pour 1978 et à 2 913 700 dollars pour 1979. Le nombre de postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires est estimé à 125 pour 1979 (39 postes d'administrateur et 86 postes d'agent des services généraux), contre 114 pour l'année en cours (34 postes d'administrateur et 80 postes d'agent des services généraux).

77. Le Comité consultatif a été informé que le Conseil de l'OACI examinerait, à sa session d'automne de 1978, la question du mode de présentation et de l'ordonnance du budget, ainsi que la possibilité de donner dans le budget davantage de renseignements sur les programmes et les projets. A cet égard, le Comité compte que le Conseil, lorsqu'il examinera cette question, gardera présentes à l'esprit les vues exprimées par le Comité administratif de coordination dans son rapport concernant l'harmonisation des budgets-programmes et des plans à moyen terme (E/1978/43/Add.2), en particulier les suggestions faites dans les paragraphes 14 à 27 dudit rapport.

E. Union postale universelle

	<u>Francs suisses</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Montant net des prévisions de dépenses, 1979 .	17 037 800	8 604 950 <u>a/</u>
Montant net du budget ajusté, 1978	<u>14 434 400</u>	<u>7 290 101 a/</u>
Augmentation	2 603 400	1 314 849
		18 p. 100

a/ Le budget de l'UPU est libellé en francs suisses et tous les montants en dollars sont calculés sur la base d'un taux de change de 1,98 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis.

11/ Ce titre a été ajouté pour la première fois dans le budget de l'OACI pour l'exercice triennal 1975-1977, afin de permettre à l'Organisation de mieux faire face à l'inflation et aux variations des taux de change survenant entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, qui ont lieu tous les trois ans (A/32/315, par. 98).

1. Ouverture de crédits révisés pour 1978

78. A sa session de mai 1978, le Conseil exécutif de l'UPU a approuvé le montant révisé des dépenses pour 1978, à savoir 14 434 400 francs suisses (7 290 101 dollars), soit 278 900 francs suisses (140 859 dollars) de moins que le montant des crédits initialement demandés. Cette réduction est imputable principalement à une diminution du montant estimatif nécessaire pour les traitements et autres émoluments du personnel ainsi qu'aux économies réalisées sur le coût du papier et de l'impression de la publication "Union postale". Le Comité consultatif a été informé que la diminution du montant prévu pour les traitements et émoluments du personnel était due au fait que les augmentations de l'indemnité de poste versée aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur ne compensaient pas entièrement les fluctuations monétaires qui donnaient lieu à ces augmentations (l'écart est de 2,5 p. 100 environ). Ainsi, bien que les traitements du personnel, exprimés en dollars, aient augmenté, leur montant en francs suisses, tel qu'il apparaît dans le budget de l'UPU, a en fait diminué du fait que les fluctuations monétaires ne sont pas compensées intégralement.

2. Analyse sommaire du budget pour 1979

79. Le montant annuel net des dépenses inscrites au budget de l'UPU doit rester dans les limites d'un plafond fixé par le Congrès de l'UPU. Le dix-septième Congrès, qui s'est tenu à Lausanne en 1974, a fixé le plafond pour les années 1976 à 1980.

80. Le montant net des crédits ouverts pour 1979 (17 037 800 francs suisses, soit 8 604 950 dollars) a été approuvé par le Conseil exécutif en mai 1978. Il accuse une augmentation de 2 603 400 francs suisses (1 314 849 dollars), soit de 18 p. 100, par rapport au montant net révisé du budget de 1978. Cette augmentation est imputable principalement à la prochaine réunion du dix-huitième Congrès de l'UPU qui doit se tenir à Rio de Janeiro en 1979. Les dépenses au titre du Congrès sont considérées comme un objet de dépense spécial pour lequel le dix-septième Congrès a fixé un plafond distinct.

81. Le tableau ci-après permet de comparer les prévisions de dépenses pour 1979 et les montants révisés pour 1978.

	Montants révisés pour 1978	1979	Augmentation
	Dollars a/	Dollars a/	Dollars a/
Dépenses de personnel	6 303 485	6 429 697	126 212
Autres dépenses du Bureau international .	1 705 757	1 661 970	(43 787)
Dépenses au titre du dix-huitième Congrès	-	1 078 384	1 078 384
Total (montant brut)	8 009 242	9 170 051	1 160 809
Recettes accessoires	(719 141)	(565 101)	154 040
Total (montant net)	<u>7 290 101</u>	<u>8 604 950</u>	<u>1 314 849</u>

a/ Au taux de 1,98 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis.

/...

82. Comme il ressort du tableau ci-dessus, les dépenses de personnel sont demeurées stables : l'augmentation, qui est de 2 p. 100 environ, est due entièrement aux promotions et aux augmentations périodiques de traitement.

83. Aucun poste nouveau n'a été demandé pour 1979, le nombre des postes permanents restant fixé à 130, dont 13 sont affectés aux activités d'assistance technique financées par le PNUD. Le Comité consultatif a été informé que 26 p. 100 du coût de ces 13 postes sont financés à l'aide des sommes versées par le PNUD au titre des frais généraux.

84. Les autres dépenses du Bureau international accusent une diminution de 2,6 p. 100 par rapport au montant révisé des dépenses de 1978. Cette diminution est due au fait que l'année où un congrès a lieu, il y a moins d'autres réunions et, par conséquent, moins de frais de voyage.

85. Les dépenses prévues pour la tenue du prochain Congrès comprennent le coût de l'envoi de personnel à Rio de Janeiro ainsi que celui de la production de documents avant et durant le Congrès, et le coût des services d'interprétation simultanée.

86. Les recettes accessoires sont estimées comme suit (au taux de 1,98 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis) :

	<u>1978</u>	<u>1979</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Sommes remboursées par le PNUD au titre des frais généraux d'administration	310 000	210 000
Vente de publications	127 778	81 313
Location de locaux	230 808	230 808
Autres recettes	<u>50 555</u>	<u>42 980</u>
Total	<u>719 141</u>	<u>565 101</u>

87. La diminution du montant prévu quant au remboursement par le PNUD de frais généraux d'administration est due au fait que l'on n'est pas certain du nombre et du type des projets qui seront approuvés pour 1979. De plus, comme l'UPU ne peut prévoir la décision que le Conseil d'administration du PNUD prendra quant aux taux de remboursement et à la souplesse avec laquelle ce taux sera appliqué à l'UPU à l'avenir, le montant estimatif des remboursements pour 1979 a été calculé sur la base d'un taux représentant 14 p. 100 du coût des projets déjà en cours ou envisagés. Le montant estimatif indiqué dans le tableau ci-dessus sera ajusté, le cas échéant, lorsque les montants révisés pour 1979 seront présentés.

88. La diminution du montant estimatif des recettes provenant de la vente de publications est due au fait qu'en 1979 l'UPU ne recevra pas, comme en 1978, de recettes provenant de la vente d'une nouvelle édition de la "Nomenclature internationale des bureaux de poste".

/...

F. Organisation mondiale de la santé

	<u>Dollars</u>
Montant effectif du budget pour 1979	182 730 000 <u>a/</u>
Montant effectif du budget pour 1978	171 600 000 <u>b/</u>
Augmentation	11 130 000
	6,48 p. 100

a/ Montant approuvé par la trente et unième Assemblée mondiale de la santé en mai 1978 (résolution WHA 31.22).

b/ Y compris le budget additionnel de 6 600 000 dollars (qui sera financé par les recettes occasionnelles disponibles) qui a été approuvé par la trente et unième Assemblée mondiale de la santé afin de couvrir les dépenses supplémentaires qu'entraîne, du fait des fluctuations monétaires, l'exécution du budget-programme approuvé pour 1978.

89. Le Comité consultatif a examiné le budget-programme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour 1979 et des questions connexes avec les représentants du Directeur général de l'OMS. Le Comité a noté que le budget de 1979 serait le dernier à être approuvé pour une année et qu'à compter de l'exercice biennal 1980-1981, le budget-programme de l'OMS serait examiné et approuvé tous les deux ans (A/32/315, par. 110).

1. Budget additionnel de 1978

90. En mai 1978 (résolution WHA 31.8), la trente et unième Assemblée mondiale de la santé a approuvé un budget additionnel de 6,6 millions de dollars pour couvrir les dépenses supplémentaires imprévues qu'entraînerait l'exécution du budget-programme approuvé pour 1978 du fait du recul continu et substantiel du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse.

91. Le budget additionnel de 1978 a porté le total effectif du budget de cette année de 165 millions de dollars à 171 600 000 dollars. Le premier chiffre avait été calculé sur la base d'un taux de change de 2,65 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis. Le budget additionnel, ainsi que les économies budgétaires de 975 000 dollars prévues pour 1978 12/, permettra au Directeur général de faire face à la baisse du taux de change prévu dans le budget, taux qui est tombé à 2,21 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis. Le budget additionnel de 1978 sera entièrement financé par les recettes occasionnelles disponibles.

12/ Ce montant représente le crédit qui avait été prévu dans le budget-programme de 1978 pour faire face à une augmentation du traitement des agents des services généraux en poste à Genève, crédit qui n'est plus nécessaire vu les conclusions de la Commission de la fonction publique internationale.

/...

92. De plus, par sa résolution WHA 31.7, la trente et unième Assemblée mondiale de la santé a autorisé le Directeur général à imputer sur les recettes occasionnelles disponibles en 1978 des dépenses additionnelles, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, au titre du budget-programme ordinaire de cette même année au cas où le taux de change tomberait au-dessous de 2,21 francs suisses pour un dollar. Le Comité consultatif a été informé que cette disposition permettrait de faire face à une baisse du taux de change comptable moyen s'il tombait à 2,12 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis. Par contre, toute économie nette qu'entraînerait un renforcement du dollar des Etats-Unis serait virée aux recettes occasionnelles, étant entendu qu'il ne serait pas nécessaire que ces virements dépassent 2 millions de dollars par exercice.

2. Analyse sommaire du budget pour 1979

93. Le budget effectif révisé pour 1979, que la trente et unième Assemblée mondiale de la santé a approuvé en 1978, s'élève au total à 182 730 000 dollars, soit 11 130 000 dollars (6,48 p. 100) de plus que le budget ajusté de 1978. Le taux de change présumé pour 1979 est de 2,17 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, contre 2,21 francs suisses pour 1978 (voir par. 91, ci-dessus). Dans la mesure où la résolution WHA 31.7 relative à l'utilisation des recettes occasionnelles pour compenser les pertes au change s'applique aussi à 1979, le Directeur général pourra en invoquer les dispositions au cas où le taux de change tomberait au-dessous de 2,17 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis. Le Comité consultatif a été informé que le montant maximum de 2 millions de dollars permettrait de faire face à une baisse du taux de change de 9 centimes suisses au plus (soit un taux de change de 2,08 francs suisses pour un dollar); si le dollar continuait à baisser par rapport au franc suisse, le Directeur général conviendrait les pertes supplémentaires en faisant de nouvelles économies et peut-être en réduisant des programmes.

94. Le tableau ci-après permet de comparer, par section d'ouverture de crédits, les crédits ouverts au budget ordinaire pour 1979 et pour 1978 :

/...

(En dollars des Etats-Unis)

Section d'ouverture de crédit	1979	1978	Augmentation (diminution)	Pourcentage
1. Organes délibérants	4 226 300	3 572 200	654 100	18,3
2. Direction générale, coordi- nation et développement ..	15 069 000	14 080 200	988 800	7,0
3. Développement de services de santé complets	25 764 100	25 845 300	(81 200)	(0,3)
4. Développement des personnels de santé	23 659 800	22 018 800	1 641 000	7,5
5. Lutte contre la maladie ..	41 946 000	38 371 100	3 574 900	9,3
6. Promotion de la salubrité de l'environnement	9 689 800	8 753 800	936 000	10,7
7. Information et documentation	18 210 700	17 202 200	1 008 500	5,9
8. Programmes généraux de soutien	24 997 400	23 697 600	1 299 800	5,5
9. Appui aux programmes régionaux	19 166 900	18 058 800	1 108 100	6,1
Total (budget effectif) ..	182 730 000	171 600 000	11 130 000	6,5

95. Comme il ressort du tableau suivant, les principales augmentations se produiront dans les bureaux régionaux, où seront effectués 57,6 p. 100 (contre 55,5 p. 100 en 1978) des dépenses prévues au budget effectif pour 1979.

/...

(En dollars des Etats-Unis)

Budget effectif de l'OMS	1979		1978	
Réunions constitutionnelles	4 226 300	2,3 %	3 572 200	2,1 %
Siège	62 615 800	34,3 %	60 358 500	35,2 %
Régions	105 191 500	57,6 %	95 219 200	55,5 %
Activités mondiales et interrégionales ...	10 696 400	5,8 %	12 450 100	7,2 %
Total.....	182 730 000	100,0 %	171 600 000	100,0 %

96. Sur l'augmentation totale nette de 11 130 000 dollars prévue pour 1979, un montant de 8 671 290 dollars (77,9 p. 100) est imputable, selon l'OMS, à la hausse des coûts et aux fluctuations des taux de change. Le reste de l'augmentation, soit 2 458 710 dollars (22,1 p. 100) est imputable aux augmentations au titre des programmes. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de la hausse des coûts et des augmentations au titre des programmes, au siège et dans les bureaux extérieurs :

(En dollars des Etats-Unis)

1979	Hausse des coûts		Augmentations (diminutions) au titre des programmes		Augmentation (diminution) totale	
Réunions constitutionnelles	185 190	2,1 %	468 910	19,1 %	654 100	5,8 %
Siège	3 211 400	37,0 %	(954 100)	(38,8 %)	2 257 300	20,3 %
Régions	4 948 400	57,1 %	5 023 900	204,3 %	9 972 300	89,6 %
Activités mondiales et interrégionales	326 300	3,8 %	(2 080 000)	(84,6 %)	(1 753 700)	(15,7 %)
Total	8 671 290	100,0 %	2 458 710	100,0 %	11 130 000	100,0 %

97. Le tableau suivant indique le nombre de postes permanents inscrits au budget ordinaire pour le siège et pour les activités opérationnelles (régionales, mondiales et interrégionales) pour les années 1974 à 1979 :

/...

	1974	1975	1976	1977	1978 (Chiffres révisés)	1979 (Chiffres révisés)	1979/1978 Diminution nette
Siège	1 237	1 235	1 250	1 262	1 127	1 093	(34)
Activités opérationnelles	2 201	2 174	2 053	1 987	1 896	1 858	(38)
	3 438	3 409	3 303	3 249	3 023	2 951	(72)

98. On notera que le total des 3 023 postes approuvés pour 1978 est supérieur au chiffre de 3 005 postes soumis au Comité consultatif en 1977 (A/32/315, par. 120). Les 18 postes supplémentaires (tous destinés aux bureaux régionaux) s'expliquent par le fait que l'OMS a pour pratique de revoir les effectifs nécessaires après que le budget a été approuvé afin de tenir compte d'une éventuelle modification des priorités et des besoins des gouvernements et de l'Organisation.

99. Le total de 2 951 postes permanents inscrits au budget ordinaire pour 1979 accuse une diminution de 72 par rapport au chiffre révisé (3 023) de 1978. Les données fournies par l'OMS indiquent que le nombre des postes financés par des fonds extra-budgétaires diminuera de 122, passant de 2 795 en 1978 à 2 673 en 1979. Comme le montre le tableau qui suit, cette réduction touchera surtout les fonctionnaires recrutés sur le plan international qui sont affectés aux bureaux régionaux. Elle correspond au fait que l'OMS s'est attachée ces dernières années à faire appel de plus en plus au personnel technique et administratif qui existe dans les divers pays en développement, à regrouper des projets et à engager des consultants à court terme au lieu de recruter du personnel permanent pour les services hors siège.

	<u>Budget ordinaire</u>			<u>Fonds extra-budgétaires</u>		
		<u>1978</u> <u>Chiffre</u>	<u>1979</u> <u>Chiffre</u>		<u>1978</u> <u>Chiffre</u>	<u>1979</u> <u>Chiffre</u>
<u>Postes permanents de l'OMS</u>	<u>1977</u>	<u>révisé</u>	<u>révisé</u>	<u>1977</u>	<u>révisé</u>	<u>révisé</u>
<u>Régions</u>						
Personnel recruté sur le plan international	1 073	1 017	980	898	764	675
Personnel recruté localement	818	807	806	1 568	1 660	1 632
Total partiel	1 891	1 824	1 786	2 466	2 424	2 307
<u>Activités mondiales et interrégionales</u>						
Personnel recruté sur le plan international	76	53	53	86	125	128
Personnel recruté localement	20	19	19	110	138	139
Total partiel	96	72	72	196	263	267
<u>Siège</u>						
Personnel recruté sur le plan international	536	454	436	34	45	41
Personnel recruté localement	726	673	657	68	63	58
Total partiel	1 262	1 127	1 093	102	108	99
<u>Total</u>						
Personnel recruté sur le plan international	1 685	1 524	1 469	1 018	934	844
Personnel recruté localement	1 564	1 499	1 482	1 746	1 861	1 829
TOTAL	3 249	3 023	2 951	2 764	2 795	2 673

100. Les représentants du Directeur général ont informé le Comité consultatif que la réduction du nombre des postes au siège était due à l'application des politiques arrêtées dans la résolution WHA 29.48 de l'Assemblée mondiale de la santé. Les ressources libérées par la suppression de ces postes seraient consacrées à des activités de coopération technique. Le Directeur général estime que lesdites activités représenteront 57 p. 100 du budget-programme ordinaire pour 1979, contre 51,2 p. 100 en 1977.

3. Ressources du programme sanitaire international intégré

101. Outre son budget ordinaire, l'OMS gère directement ou indirectement des fonds qu'elle reçoit de sources diverses. Le tableau ci-après indique le nombre des postes et le coût estimatif total des activités qui ont été ou seront financés au moyen de ces fonds en 1977, 1978 et 1979, ainsi que les chiffres correspondants pour le budget ordinaire.

OMS	Nombre de postes			Dépenses a/	Montant estimatif des engagements a/	
	1977	1978 (Chiffres révisés)	1979 (Chiffres révisés)	1977	1978	1979
				(En dollars E.-U.)		
<u>Budget ordinaire de l'OMS</u>						
(Budget effectif)	3 249	3 023	2 951	146 879 215	171 600 000	182 730 000
<u>Autres fonds</u>						
Fonds de contri- butions volon- taires pour la promotion de la santé	81	159	168	32 333 580	41 816 500	50 913 900
Centre inter- national de recherche sur le cancer	124	124	124	6 223 301	4 810 000	5 180 000
Organisation pan- américaine de la santé	1 337	1 437	1 390	43 004 418	41 308 500	42 387 400
Programme des Nations Unies pour le dévelop- pement	311	173	118	15 093 822	19 899 200	13 743 500
Programme des Nations Unies pour l'environ- nement	-	-	-	941 822	1 530 500	492 500
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	3	3	3	406 063	703 200	729 300
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	120	103	83	11 782 743	12 379 000	9 029 600

/...

OMS	Nombre de postes			Dépenses a/ 1977	Montant estimatif des engagements a/	
	1977	1978 (Chiffres révisés)	1979 (Chiffres révisés)		1978	1979
					(En dollars E.-U.)	
Fonds d'affectation spéciale .	779	787	778	24 889 888	17 538 500	17 626 000
Compte spécial pour frais généraux	9	9	9	627 482	611 000	636 600
Total partiel, autres fonds	2 764	2 795	2 673	135 303 119	140 596 400	140 738 800
TOTAL	6 013	5 818	5 624	282 182 334	312 196 400	323 468 800
Part du budget ordinaire (en pourcentage)	54,0	52,0	52,5	52,0	55,0	56,5
Part des autres fonds (en pourcentage)	46,0	48,0	47,5	48,0	45,0	43,5

a/ Non compris les fonds alloués globalement par le FISE pour des projets conjoints intéressant la santé (voir plus loin par. 103).

102. Comme il ressort du tableau ci-dessus, les fonds extra-budgétaires dont l'OMS disposera en 1979 sont estimés à 140,7 millions de dollars, contre 182,7 millions de dollars de crédits budgétaires. L'OMS exécute toutes ses activités de façon absolument intégrée, quelle que soit l'origine des fonds servant à les financer. Conformément à cette politique, les dépenses relatives à toutes les activités d'appui administratif et technique sont regroupées dans le budget ordinaire. Par contre, l'OMS se fait rembourser les dépenses d'appui aux programmes dans le cas des activités financées par le PNUD ou à l'aide d'autres fonds extra-budgétaires, normalement à un taux représentant 14 p. 100 des dépenses qu'entraîne l'exécution des programmes. Les montants remboursés sont crédités au Compte spécial pour frais généraux et aident surtout à exécuter le budget ordinaire.

103. L'OMS collabore avec le FISE à des projets qui bénéficient de l'assistance des deux organismes. Cependant, l'OMS ne gère pas les contributions du FISE à ces projets. D'après les indications fournies par le FISE, le montant approximatif qui sera vraisemblablement alloué globalement à des projets conjoints intéressant la santé sera de 65 millions de dollars en 1979, contre 60 millions de dollars en 1978.

/...

G. Union internationale des télécommunications

	<u>a/ c/</u>	<u>b/ c/</u>
1979 - Montant net du budget	69 947 000 francs suisses (34 799 502 dollars)	7 434 000 francs suisses (3 698 507 dollars)
1978 - Montant net du budget	67 256 000 francs suisses (33 460 696 dollars)	7 610 000 francs suisses (3 786 070 dollars)
Augmentation	2 691 000 francs suisses (1 338 806 dollars)	
	4 p. 100	
Diminution		176 000 francs suisses (87 562 dollars)
		2,31 p. 100

a/ Total du budget ordinaire et du budget annexe des publications.

b/ Budget des comptes spéciaux de la coopération technique, couvrant les dépenses d'administration.

c/ Le budget de l'UIT est libellé en francs suisses et les chiffres en dollars des Etats-Unis sont calculés sur la base d'un taux de change de 2,01 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

Analyse sommaire du budget pour 1979

104. A sa trente-troisième session, le Conseil d'administration a approuvé le budget pour 1979, qui s'élevait à :

61 557 000 francs suisses (30 625 373 dollars)	pour le budget ordinaire
8 390 000 francs suisses (4 174 129 dollars)	pour le budget annexe des publications

69 947 000 francs suisses (34 799 502 dollars)

105. Le Conseil d'administration a également approuvé le budget des comptes spéciaux de la coopération technique (dépenses d'administration), qui s'élevait à 7 434 000 francs suisses (3 698 507 dollars).

/...

106. Le montant total des crédits ouverts pour 1979 est donc de 77 381 000 francs suisses (38 498 010 dollars), soit 3,36 p. 100 de plus qu'en 1978. Cette augmentation se répartit de la façon suivante :

957 000 francs suisses (476 119 dollars), soit 1,58 p. 100 de plus pour
le budget ordinaire

+1 734 000 francs suisses (862 687 dollars), soit 26,05 p. 100 de plus pour
le budget annexe des publications

2 691 000 francs suisses (1 338 806 dollars), soit 4 p. 100 de plus qu'en 1978

et - 176 000 francs suisses (87 562 dollars), soit 2,31 p. 100 de moins pour
le budget des comptes spéciaux
de la coopération technique

107. Les différences sont imputables essentiellement aux facteurs suivants :

a) Dans le cas du budget ordinaire : dépenses supplémentaires dues à un programme de conférences et de réunions plus chargé qu'en 1978 à cause de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications;

b) Dans le cas du budget annexe des publications, augmentation importante du programme de publications;

c) Dans le cas du budget des comptes spéciaux de la coopération technique, diminution des dépenses en raison de la baisse de la valeur du dollar par rapport au franc suisse.

108. Les dépenses prévues pour 1979, comparées à celles de 1978, se répartissent comme suit , par catégorie de dépenses (à l'exclusion du budget des comptes spéciaux de la coopération technique) :

/...

	1978	1979
I. Personnel (contributions du personnel non comprises) <u>a/</u>	50 468 000 francs suisses (25 108 458 dollars)	51 017 000 francs suisses (25 381 592 dollars)
II. Services généraux	9 262 000 francs suisses (4 607 960 dollars)	10 425 000 francs suisses (5 186 567 dollars)
III. Projets et activités de caractère spécial	6 656 000 francs suisses (3 311 443 dollars)	8 390 000 francs suisses (4 174 129 dollars)
IV. Autres prévisions budgétaires	870 000 francs suisses (432 836 dollars)	115 000 francs suisses (57 214 dollars)
TOTAL (brut)	67 256 000 francs suisses (33 460 697 dollars)	69 947 000 francs suisses (34 799 502 dollars)
Recettes accessoires	6 841 200 francs suisses (3 403 582 dollars)	11 944 000 francs suisses (5 942 288 dollars)
TOTAL NET	60 414 800 francs suisses (30 057 115 dollars)	58 003 000 francs suisses (28 857 214 dollars)

a/ Seuls les traitements nets des fonctionnaires de l'Union sont inscrits au budget.

109. En ce qui concerne le budget des comptes spéciaux de la coopération technique, les dépenses prévues pour 1979, comparées à celles de 1978, se répartissent comme suit, par catégorie de dépenses :

/...

	1978	1979
I. Personnel <u>a/</u>	6 926 000 francs suisses (3 445 771 dollars)	6 745 000 francs suisses (3 355 721 dollars)
II. Services généraux	684 000 francs suisses (340 299 dollars)	669 000 francs suisses (342 786 dollars)
TOTAL	7 610 000 francs suisses (3 786 070 dollars)	7 434 000 francs suisses (3 698 507 dollars)

a/ Contributions du personnel non comprises; seuls les traitements nets des fonctionnaires de l'Union sont inscrits au budget.

Dans le budget des comptes spéciaux de la coopération technique, les dépenses sont compensées par les contributions du PNUD.

110. En ce qui concerne le budget ordinaire, la ventilation des dépenses indiquée ci-dessus montre que les dépenses de personnel pour 1979 sont estimées à 51 017 000 francs suisses (25 381 592 dollars), contre 50 468 000 francs suisses (25 108 458 dollars) en 1978. L'augmentation représente donc 549 000 francs suisses (273 134 dollars), soit 1,09 p. 100. Comme il a été dit plus haut au paragraphe 107, cette augmentation est imputable au fait que le programme de conférences et de réunions prévu est beaucoup plus chargé qu'en 1978. Les crédits prévus pour le personnel surnuméraire à recruter pour les conférences et réunions sont sensiblement plus élevés qu'en 1978.

111. Pour 1979, le Conseil d'administration a fixé le nombre des postes permanents à 614, dont 503 sont inscrits au budget ordinaire (soit 3 postes de plus qu'en 1978), 102 au budget de la coopération technique-dépenses d'administration (pas de changement), et 9 au budget des publications (soit 4 postes de moins qu'en 1978).

112. Les prévisions de dépenses au titre des agents des services généraux accusent une augmentation de 1 163 000 francs suisses (578 607 dollars) dans le cas du budget ordinaire, du fait que le programme de conférences et de réunions est plus chargé.

113. Les dépenses indiquées ci-dessus dans le tableau du paragraphe 108 pour les projets et activités de caractère spécial correspondent aux dépenses prévues au budget annexe des publications. Du fait de l'augmentation du programme

/...

de publications prévu pour 1979 par rapport à 1978, ce budget accuse une augmentation de 1 734 000 francs suisses (862 687 dollars).

114. La réduction de 755 000 francs suisses (375 622 dollars) au titre des autres prévisions budgétaires tient principalement au fait qu'il n'est prévu aucun versement au Fonds de provision de l'UIT pour 1979 (voir plus loin par. 116).

115. Le tableau ci-après indique les prévisions budgétaires pour les conférences et réunions qui se tiendront en 1979, et les chiffres correspondants de 1978 :

	1978	1979
Conférences administratives		
mondiales des	1 073 000 francs suisses	4 825 000 francs suisses
radiocommunications	(533 830 dollars)	(2 400 498 dollars)
Groupes d'études du Comité		
consultatif international	3 026 000 francs suisses	71 000 francs suisses
des radiocommunications	(1 505 473 dollars)	(35 323 dollars)
Groupes d'études du Comité		
consulatif international		
télégraphique et	2 900 000 francs suisses	2 579 000 francs suisses
téléphonique	(1 442 786 dollars)	(1 283 085 dollars)
Séminaires	265 000 francs suisses	200 000 francs suisses
	(131 841 dollars)	(99 502 dollars)
Dépenses communes au titre		
des conférences et		
réunions (traduction,		
dactylographie et		
reproduction des	2 814 000 francs suisses	3 424 000 francs suisses
documents)	(1 400 000 dollars)	(1 703 483 dollars)
	10 078 000 francs suisses	11 099 000 francs suisses
	(5 013 930 dollars)	(5 521 891 dollars)

/...

116. Les recettes provenant de la vente des publications de l'Union ont considérablement augmenté en raison de l'importance du programme de publications. En ce qui concerne les autres recettes, elles comprennent pour 1979 un prélèvement de 3 400 000 francs suisses (1 691 742 dollars) opéré sur le Fonds de provision de l'UIT afin de réduire le montant de l'unité de contribution.

	1978	1979
Recettes provenant de la vente des publications de l'Union	6 656 000 francs suisses (3 311 443 dollars)	8 390 000 francs suisses (4 174 129 dollars)
Autres recettes	185 200 francs suisses (92 139 dollars)	3 554 000 francs suisses (1 768 159 dollars)
	6 841 200 francs suisses (3 403 582 dollars)	11 944 000 francs suisses (5 942 288 dollars)

117. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions que versent les membres en fonction de la classe de contribution qu'ils choisissent librement au moment de l'entrée en vigueur de chaque convention. Pour 1978, le nombre total d'unités est de 426 et le Conseil d'administration a fixé l'unité de contribution à 131 800 francs suisses (65 572 dollars). Pour 1979, le nombre d'unités de contribution est de 426 1/2. Le montant de l'unité de contribution a été fixé par le Conseil d'administration à 126 400 francs suisses (62 886 dollars). Pour 1979, le Conseil d'administration a fixé à 21 100 francs suisses (10 498 dollars) contre 22 000 francs suisses (8 730 dollars) en 1978, le montant de l'unité de contribution payable par les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui participeront aux travaux des comités consultatifs internationaux en 1979. Le montant total des contributions prévues pour 1978 était de 60 414 800 francs suisses (30 057 114 dollars), contre 58 003 000 francs suisses (28 857 214 dollars) en 1979.

/...

H. Organisation météorologique mondiale

	<u>Dollars</u>
Budget approuvé, 1979	15 516 950
Budget approuvé <u>a/</u> , 1978	14 463 600
	<hr/>
Augmentation	1 053 350
	7,3 p. 100

a/ Y compris les crédits additionnels - voir par. 123.

1. Cycle budgétaire de quatre ans

118. L'OMM a un cycle budgétaire de quatre ans. Son congrès, qui se réunit tous les quatre ans, fixe un plafond au budget pour l'exercice quadriennal à venir, et des budgets distincts sont ensuite approuvés chaque année par le Comité exécutif dans les limites du plafond fixé. Le Comité exécutif est autorisé par le Congrès à engager les dépenses additionnelles nécessaires en vertu de clauses dérogatoires qui lui permettent de dépasser le montant maximum fixé pour les dépenses de l'exercice.

119. Le budget-programme pour 1979 est celui de la quatrième année du septième exercice quadriennal de l'OMM (1976-1979). Comme le Comité consultatif l'a fait observer dans son rapport à l'Assemblée générale à sa trentième session (A/10360, par. 131), le septième Congrès météorologique mondial, tenu en avril-mai 1975, avait autorisé le Comité exécutif à engager des dépenses d'un montant maximum net de 40 542 000 dollars pour l'exercice 1976-1979. Ce montant avait été calculé sur la base des traitements, des prix et du taux de change (2,55 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis) appliqués au 1er février 1975. Par sa résolution 41 (Cg-VII) relative au montant maximum des dépenses, le Congrès avait en outre autorisé le Comité exécutif, en vertu des clauses dérogatoires :

a) A engager les dépenses nécessaires qui résultent des augmentations des traitements et indemnités du personnel du secrétariat découlant des modifications apportées au barème des traitements et indemnités du personnel de l'Organisation des Nations Unies;

b) A engager, jusqu'à concurrence de 500 000 dollars, les dépenses nécessaires (autres que pour les traitements) qui résultent des modifications des taux de change;

c) A engager, jusqu'à concurrence de 500 000 dollars, les dépenses nécessaires pour faire face à des activités imprévues de caractère urgent qui seraient approuvées par les membres de l'OMM.

/...

2. Budget additionnel de 1978

120. Le Comité consultatif a été informé que 90 p. 100 environ du total des dépenses de l'OMM sont faites en francs suisses. De ce fait, les fluctuations récentes du taux de change du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse ont entraîné une augmentation d'environ 27 p. 100 des dépenses en dollars.

121. A sa session de printemps de 1978, le Comité exécutif de l'OMM a approuvé des crédits additionnels de 2 639 600 dollars, portant ainsi le montant total du budget de 1978 à 14 463 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 22 p. 100 par rapport au montant initial du budget approuvé (11 824 000 dollars). Tous les crédits additionnels approuvés sont conformes aux clauses dérogatoires mentionnées plus haut. Les 5 p. 100 de dépenses supplémentaires qui ne sont pas couvertes par les crédits additionnels doivent être absorbés dans le budget qui a été voté.

3. Budget-programme pour 1979

122. A sa trentième session, le Comité exécutif a approuvé le budget-programme de l'OMM pour 1979, qui s'élève à 15 516 950 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Le budget approuvé a été calculé sur la base des traitements, des prix et du taux de change (1,86 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis) appliqués au 1er mars 1978. Ce budget dépasse de 3 771 000 dollars le maximum prévu pour 1979 (11 746 000 dollars) dans les limites du plafond global fixé pour l'exercice quadriennal; cette augmentation se répartit comme suit : 3 671 000 dollars au titre de l'augmentation des traitements et indemnités, qui est conforme aux augmentations accordées depuis le 1er janvier 1978 par les organismes des Nations Unies qui appliquent le régime commun, et 100 000 dollars pour tenir compte de la baisse du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse depuis le 1er février 1975 (voir plus haut, par. 119) dans le cas des objets de dépense autres que les traitements. En ce qui concerne ce chiffre de 100 000 dollars, le Comité consultatif a été informé que les dépenses effectives étaient de l'ordre de 300 000 dollars, mais qu'il faudrait absorber 200 000 dollars dans le budget approuvé afin de ne pas dépasser le plafond de 500 000 dollars fixé pour l'exercice quadriennal.

123. Le budget approuvé pour 1979 accuse une augmentation de 3 693 000 dollars (31 p. 100) par rapport au montant initial du budget approuvé pour 1978. Le tableau ci-après récapitule les crédits ouverts, par titre du budget :

Titre	Budget approuvé pour 1979	Budget initial approuvé pour 1978	Augmentation en 1979 par rapport à 1978
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Organes directeurs	692 400	227 800	464 600
II. Direction exécutive	771 200	600 700	170 500
III. Programmes scientifiques et techniques :			
A. Veille météorologique mondiale	1 408 850	1 337 950	70 900
B. Programme de recherche et de développement ..	2 190 850	1 721 900	468 950
C. Programme des appli- cations météorologiques et de l'environnement	1 529 200	1 189 300	339 900
D. Programme d'hydrologie et de mise en valeur des ressources en eau	653 350	492 050	161 300
IV. Programmes de coopération technique et de formation professionnelle et programme régional	1 732 800	1 285 000	447 800
V. Activités d'appui aux programmes	3 538 400	2 676 400	862 000
VI. Administration et services communs	2 577 800	1 959 300	618 500
VII. Autres crédits budgétaires	422 100	333 600	88 500
TOTAL	15 516 950	11 824 000	3 692 950

/...

124. Le programme approuvé pour 1979 est essentiellement la prolongation du programme de 1978. L'augmentation importante qui apparaît au titre Ier (Organes directeurs) est due au fait que le huitième Congrès météorologique mondial se tiendra en 1979. En outre, trois projets auront des incidences budgétaires importantes : l'Expérience météorologique mondiale, les mesures sur le terrain effectuées dans le cadre du Projet d'augmentation des précipitations, et le Programme climatologique mondial.

125. Le Comité exécutif a approuvé trois postes nouveaux : un poste de directeur pour le Bureau régional pour l'Asie qui a été créé récemment, un poste de spécialiste des questions scientifiques pour le Département de l'enseignement et de la formation professionnelles, et un poste d'agent des services généraux pour le Département de l'administration, des conférences et des publications. Compte tenu de ces trois postes, l'effectif permanent de l'OMM est désormais de 238 fonctionnaires, ce qui correspond au chiffre approuvé par le septième Congrès météorologique mondial pour le nombre maximum de postes permanents à inscrire au budget ordinaire durant le septième exercice quadriennal (1976-1979).

/...

I. Organisation intergouvernementale consultative
de la navigation maritime

	<u>Dollars</u>
Budget (montant brut), 1978-1979 <u>a/</u>	12 661 300
Budget (montant brut), 1976-1977	11 249 400
	<hr/>
Augmentation	1 411 900
	12,5 pour cent

a/ L'OMCI a un budget biennal. Il s'agit ici du budget approuvé par l'Assemblée à sa dixième session ordinaire.

126. Le Comité consultatif s'est entretenu du budget de l'OMCI et de questions connexes avec le Secrétaire général de l'OMCI.

1. Situation budgétaire en 1976-1977

127. Comme il était indiqué dans le rapport de 1977 du Comité consultatif (A/32/315, par. 152 à 167), l'exécution du budget en 1976 s'était soldée par une économie globale de 1 146 668 dollars (imputable principalement aux variations du taux de change) sur le montant des crédits ouverts, qui était de 5 259 800 dollars. En 1977, il y a eu un excédent budgétaire de 950 639 dollars. Les principaux facteurs à l'origine de cet excédent ont été les suivants : la nouvelle dépréciation de la livre, dont le taux moyen pour l'année a été de 1,74 dollar, alors que le taux utilisé pour établir le projet de budget était de 2,43 dollars; un ralentissement du rythme de l'inflation, le taux annuel de décembre à décembre s'établissant à 12,1 p. 100, alors que le taux prévu était de 14 p. 100; et un étalement délibéré du recrutement pour pourvoir certains postes afin de réaliser le maximum d'économies.

128. Le Comité consultatif a été informé qu'en 1976 il y avait eu un excédent de caisse de 734 775 dollars et qu'en 1977 cet excédent avait été de 1 247 940 dollars.

129. A sa dixième session ordinaire, en novembre 1977, l'Assemblée de l'OMCI a décidé que l'excédent de caisse apparaissant fin 1976 serait réparti comme suit :

- i) 550 000 dollars seraient virés à un fonds d'installation du siège, pour couvrir toutes les dépenses à faire pour équiper et meubler le nouveau bâtiment du siège;
- ii) 184 775 dollars seraient virés à un fonds de réserve de change, pour faire face à toutes dépenses supplémentaires que pourrait entraîner pour 1978-1979 toute appréciation de la livre sterling par rapport au taux du dollar sur la base duquel le budget avait été établi.

/...

L'Assemblée a en outre autorisé le Conseil de l'OMCI à virer tout excédent de caisse apparaissant fin 1977, après remboursement des prêts non réglés au 31 décembre 1977 (31 650 dollars), au Fonds d'installation du siège et au Fonds de réserve de change suivant les proportions qu'il pourrait juger nécessaire. Le montant net provenant de l'excédent de caisse de 1977 et pouvant être viré aux deux fonds est donc de 1 216 290 dollars. Le Conseil a également été autorisé à modifier la répartition des ressources entre le Fonds d'installation du siège et le Fonds de réserve de change ainsi qu'il le jugerait nécessaire de temps à autre.

2. Budget pour l'exercice 1978-1979

130. A sa dixième session ordinaire, l'Assemblée de l'OMCI a approuvé pour l'exercice 1978-1979 le budget recommandé par le Conseil de l'OMCI, soit un montant brut de 12 661 300 dollars (12 414 300 dollars, déduction faite des recettes accessoires) 13/. Le budget approuvé pour l'exercice 1978-1979 avait été calculé sur la base d'un taux de change de 1,71 dollar pour une livre sterling et d'un taux d'inflation de 12 p. 100 de décembre 1977 à décembre 1978 et de 10 p. 100 de décembre 1978 à décembre 1979. Le Secrétaire général de l'OMCI a informé le Comité consultatif en mai 1978 que la livre sterling s'était maintenue au-dessus de 1,90 dollar entre janvier et mars 1978 (elle était retombée cependant à 1,87 dollar en avril et à 1,83 dollar en mai) 14/. Par ailleurs, le taux annuel d'inflation avait été plus faible que prévu (environ 9 p. 100 en mars, le taux prévu de décembre 1977 à décembre 1978 étant de 12 p. 100). En outre, des crédits avaient été ouverts en prévision d'une augmentation de 14 p. 100 des traitements des agents des services généraux en 1978, mais cette augmentation, décidée sur la base des données recueillies auprès de l'ambassade des Etats-Unis, n'avait été que de 9,1 p. 100 15/. D'autres économies seraient réalisées grâce à un ralentissement du recrutement. Le Secrétaire général estimait que s'il n'y avait pas de dépenses imprévues importantes, les dépenses engagées en 1978 pourraient être couvertes par les crédits ouverts pour cette année (dans l'hypothèse où le taux de change pendant le reste de l'année serait le même qu'en avril).

131. Sur la recommandation du Conseil, l'Assemblée de l'OMCI a adopté les propositions du Secrétaire général tendant à modifier la structure de l'organisation et le tableau d'effectifs en 1978-1979, propositions qui étaient exposées dans le

13/ Pour un tableau récapitulatif du budget par chapitre, avec les chiffres correspondants des crédits ouverts pour 1976-1977, voir le document A/32/315, par. 156 et 157. La seule différence par rapport aux chiffres indiqués l'année dernière est la suivante : sur le montant total des crédits ouverts pour les réunions pour l'exercice biennal, soit 2 006 800 dollars, le montant des crédits alloués pour 1978 a été ramené de 1 182 500 dollars à 977 500 dollars et celui des crédits alloués pour 1979 porté de 824 300 dollars à 1 029 300 dollars.

14/ Elle est remontée depuis à 1,93 dollar en août.

15/ Voir plus loin le paragraphe 137.

/...

rapport de 1977 du Comité consultatif (A/32/315, par. 160 à 166). Le tableau suivant indique le nombre des postes approuvés pour 1978-1979, répartis par cabinet ou par division :

OMCI	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux	Total
Cabinet du Secrétaire général	5	4	9
Divisions techniques	21	15	36
Division des affaires juridiques et des relations extérieures	9	10	19
Division administrative	8	39	47
Division des conférences	26	60	86
Division de la coopération technique .	10	21	31
TOTAUX	79	149	228 <u>a/</u>

a/ Ce chiffre comprend 31 postes (10 postes d'administrateur et 21 postes d'agent des services généraux) dont le coût est financé à l'aide de fonds prévus pour la coopération technique.

132. A sa septième session, la Commission de la fonction publique internationale a décidé que la prochaine enquête sur les traitements des agents des services généraux à Londres serait effectuée en octobre-novembre 1978. Les données seront recueillies par le secrétariat de la Commission, avec l'aide de l'administration et du personnel de l'OMCI. Pour préparer cette enquête, le Secrétaire général a entrepris, sur la recommandation de la CFPI, une révision du système de classement des postes d'agent des services généraux à l'OMCI, avec l'entière participation des représentants du personnel et selon des procédures convenues avec eux.

3. Locaux et installations du siège

133. Après la décision du Gouvernement britannique d'acheter le terrain déjà choisi sur le quai Albert et de financer et de construire le nouveau bâtiment du siège de l'OMCI, le Secrétaire général de l'OMCI et le Gouvernement britannique ont arrêté des arrangements financiers concernant la location du bâtiment par l'OMCI; ces arrangements, qui ont ensuite été approuvés par le Conseil et l'Assemblée, sont les suivants :

/...

a) Le loyer annuel correspondrait à 12 p. 100 du montant de l'investissement initial convenu 16/, le Gouvernement britannique prenant à sa charge 80 p. 100 de ce loyer. La contribution nette de l'OMCI serait limitée à 500 000 livres sterling par an pendant les deux premières années, puis augmenterait tous les deux ans à raison de 50 000 livres sterling par an jusqu'à ce que cette contribution représente 20 p. 100 de 12 p. 100 du montant de l'investissement initial convenu (720 000 livres sterling la neuvième année si le coût total est de 30 millions de livres); et

b) Le coût de certaines réparations et du remplacement de certains articles, ainsi que le coût de l'assurance du bâtiment, seraient financés conjointement par le Gouvernement du Royaume-Uni et l'OMCI, à raison de 80 p. 100 et de 20 p. 100 respectivement.

134. Le Secrétaire général de l'OMCI a informé le Comité consultatif que les accords de base contenus dans la Déclaration d'intention seraient repris et développés dans un mémorandum d'accord qui serait établi ultérieurement en même temps que le bail. L'élaboration des plans du bâtiment se poursuit; la disposition d'ensemble des salles de conférences et du hall d'entrée a été arrêtée et les autres travaux de conception progressent comme prévu. L'achat du terrain a été conclu le 14 mars 1978 et les travaux de démolition du bâtiment qui y était construit ont commencé. On prévoit que le nouveau bâtiment sera achevé vers la fin de 1981. Le Comité consultatif croit comprendre que le nouveau bâtiment du siège, conçu pour répondre à tous les besoins de l'OMCI, y compris pour ce qui est des installations de conférence, sera loué à l'OMCI pendant 50 ans pour un loyer fixe garanti durant toute la durée du bail (comme il est indiqué au paragraphe 133 a) ci-dessus). Le Secrétaire général a informé le Comité que l'OMCI devrait engager pour le nouveau bâtiment des dépenses de matériel et de mobilier d'un montant approximatif de 1 283 000 dollars en 1978-1979 et de 2 781 000 dollars en 1980-1981 (au taux de 1,87 dollar pour une livre sterling).

4. Modifications apportées à la Convention de l'OMCI

135. Dans son rapport de 1975 (A/10360, par. 154), le Comité consultatif indiquait que lors de sa cinquième session extraordinaire, en octobre 1974, l'Assemblée de l'OMCI avait adopté des propositions tendant à modifier certains articles de la Convention de l'OMCI. Ces modifications visaient à ouvrir le Comité de la sécurité maritime (composé précédemment de 16 membres) à tous les Etats membres 17/ de l'OMCI et à porter le nombre des membres du Conseil de 18 à 24. Ces modifications qui ont été acceptées par les deux tiers des membres de l'OMCI le 1er avril sont déjà entrées en vigueur.

16/ Le Secrétaire général de l'OMCI a indiqué au Comité consultatif que le coût total du projet serait de l'ordre de 25 à 30 millions de livres sterling.

17/ En août 1978, l'OMCI comptait 107 Etats membres et un membre associé.

5. Autres faits nouveaux

136. Comme suite à une proposition d'un Etat membre tendant à modifier la formule utilisée pour fixer le montant des contributions mises en recouvrement auprès des membres de l'OMCI 18/, le Conseil a créé, à sa trente-huitième session, un groupe de travail spécial chargé d'étudier ladite proposition ainsi que toutes autres formules qui pourraient lui être soumises.

18/ Cette formule comprend a) une contribution de base, déterminée par le pourcentage de la contribution qu'un Etat membre verse au budget de l'ONU, et et b) un montant supplémentaire déterminé en fonction du tonnage de jauge brut de l'Etat membre.

J. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

	<u>Francs suisses</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Budget (dépenses), 1979 <u>a/</u>	27 613 000	12 725 000
Budget (dépenses), 1978 <u>a/</u>	25 511 000	11 756 000
Augmentation	2 102 000	969 000
	8,2 p. 100	

a/ Au taux de 2,17 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

137. Par sa résolution 3346 (XXIX) du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a approuvé l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en vertu duquel l'OMPI est devenue une institution spécialisée des Nations Unies. L'article 16 de l'accord en question dispose que le projet de budget de l'OMPI est communiqué à l'Assemblée générale des Nations Unies pour examen; conformément à son mandat, le Comité consultatif a examiné ce projet de budget.

138. Le Comité s'est entretenu du programme et budget de l'OMPI, ainsi que de questions connexes, avec un haut fonctionnaire de l'OMPI.

1. Programme et budget triennal pour la période 1977-1979

139. Le programme et budget de l'OMPI est arrêté tous les trois ans et un budget annuel (en francs suisses) est établi dans les limites du budget triennal 19/. La période triennale en cours a commencé en 1977 et les plafonds fixés pour les budgets annuels par l'Assemblée de l'OMPI et les assemblées et unions administrées par l'OMPI s'établissent comme suit :

	<u>Francs suisses</u>
1977	24,5 millions
1978	28,9 millions
1979	30,9 millions

19/ Le budget triennal est adopté par l'Assemblée générale de l'OMPI (budget des dépenses communes des unions), la Conférence de l'OMPI (budget de la Conférence) et les assemblées des Unions de Berne et de Paris et des unions spéciales (budgets respectifs de ces unions). Le budget annuel est adopté par le Comité de coordination (budget des dépenses communes des unions et budget de la Conférence) et par les comités exécutifs respectifs des Unions de Paris et de Berne (budget de ces unions).

/...

140. Les budgets de l'OMPI montrent bien que cette organisation est aussi un ensemble d'unions distinctes. De ce fait, ces budgets ont un double caractère : il y a, d'une part, le budget de la Conférence de l'OMPI, le budget des dépenses communes des unions et, d'autre part, les budgets des unions elles-mêmes, qui sont administrées par l'OMPI. Le programme et budget est présenté par "grandes activités", dont chacune est subdivisée en programmes, avec l'indication, par objet de dépenses, des dépenses relatives à chaque programme et de la part desdites dépenses qui est à la charge des unions intéressées ou d'autres organismes.

141. Les dépenses communes des unions sont couvertes par les contributions mises en recouvrement auprès des unions conformément à un barème fixé par les organes directeurs 20/. En outre, l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV), qui a une administration distincte 21/, verse au titre des dépenses communes une contribution dont le montant est déterminé d'un commun accord ("contribution convenue"). Il existe d'autres recettes (celles qui proviennent de la vente de publications et les recettes accessoires) qui sont regroupées dans le budget sous la rubrique "Publications et divers".

142. Les activités de fond des unions elles-mêmes sont financées de diverses manières. Les membres des Unions de Paris, de Berne, de Nice, de Locarno et de l'Union instituée par l'Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets (Union IPC), ainsi que les Etats membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune union, versent une contribution obligatoire (dite "contribution ordinaire"). Les activités des Unions de Madrid, de La Haye et de Lisbonne sont financées par les droits d'enregistrement perçus par le service d'enregistrement créé pour chacune de ces unions ("recettes des services d'enregistrement"). Des droits sont également perçus lors du dépôt des demandes de brevets dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Les "contributions mixtes" se composent des contributions "ordinaires" (obligatoires), versées par les Etats membres en application du Traité de 1970 (PCT) ou de l'Arrangement de Strasbourg de 1971 (IPC), et des contributions "spéciales" (volontaires) versées, pour financer le programme du PCT ou de l'IPC par des Etats qui ne sont pas parties à ces accords. Des contributions "Spéciales" (volontaires) sont également demandées pour couvrir les dépenses qu'entraînent les travaux du Comité de l'Union de Paris pour la coopération internationale en matière de méthodes de recherche documentaire entre offices de brevets (ICIREPAT).

143. Le total des dépenses prévues dans le projet de budget pour 1979 s'élève à 27 613 000 francs suisses (12 725 000 dollars), ce qui représente une augmentation de 2 102 000 francs suisses (969 000 dollars), soit de 8,2 p. 100, par rapport au budget de 1978. Le projet de budget est toutefois inférieur de 3 327 000 francs suisses (1 533 000 dollars), soit de 10,8 p. 100, au plafond fixé en 1976 par l'Assemblée de l'OMPI pour le budget annuel de 1979 dans le cadre de la période triennale 1977-1979 (voir plus haut, par. 139).

20/ Les organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI sont les organes intergouvernementaux mentionnés dans la note au paragraphe 139 ci-dessus.

21/ Le Directeur général de l'OMPI est aussi le plus haut fonctionnaire de l'UPOV. Les autres unions membres de l'OMPI sont toutes administrées conjointement par le Bureau international pour la protection de la propriété intellectuelle, qui constitue le secrétariat de l'OMPI.

144. Le Comité consultatif a été informé que le document relatif au budget ne contenait pas de comparaisons détaillées pour 1979 entre les chiffres indiqués dans le budget triennal et dans le présent projet de budget, car les explications concernant les différences seraient, d'une manière générale, très semblables à celles qui figuraient dans le budget de 1978 (voir A/32/315, par. 175 et 176).

145. Le projet de programme pour 1979 s'inscrit dans le cadre du programme triennal (1977, 1978 et 1979) établi en 1976 et constitue, pour l'essentiel, la continuation du programme des deux premières années de la période triennale. Les différences concernent principalement la portée des activités et non leur nature : les programmes des deux comités permanents (Propriété industrielle et Droits d'auteur) de la coopération pour le développement prennent chaque année plus d'ampleur, le programme de formation prévoit davantage de cours ou stages, une importance plus grande est donnée à l'information technique tirée de la documentation en matière de brevets, ainsi qu'à l'assistance pour l'enseignement du droit de la propriété intellectuelle. Les préparatifs en prévision de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement seront intensifiés; la Conférence elle-même est prévue pour août 1979.

146. Les différences entre les dépenses prévues pour 1979 et les dépenses effectives de 1978 ont pour la première fois été présentées par l'OMPI sous la forme recommandée par le Comité administratif de coordination. Ces différences (augmentations ou diminutions) sont indiquées dans le tableau ci-après, par grandes activités :

/...

(En milliers de francs suisses)

	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
	Budget de 1978	Programme pour 1979 : Montant des dépenses aux taux de	Augmentation (diminution) au titre des programmes (B) + (A)	Augmentation (diminution) des coûts	Programme pour 1979 : Montant des dépenses, aux taux appli- cables pour 1979 (B) + (D)	Pourcentage par rapport au total des dépenses, prévues au projet de budget pour 1979
Grandes activités			%	%		
Activités de coopération pour le développement	3 861	4 056	195 5,1	83 2,1	4 139	15,0
Activités de caractère général touchant la propriété industrielle	3 501	3 628	127 3,6	89 2,6	3 717	13,5
Activités relatives aux marques et aux dessins et modèles	7 543	8 083	540 7,2	94 1,2	8 177	29,5
Activités de coopération et d'information en matière de brevets	4 804	5 780	976 20,3	135 2,8	5 915	21,4
Activités relatives au droit d'auteur et aux droits voisins	2 256	2 197	(59)(2,6)	54 2,4	2 251	8,2
Organes directeurs	346	397	51 14,7	19 5,5	416	1,5
Prêts immobiliers	2 614	2 483	(131)(5,0)	(108) (4,1)	2 375	8,6
Autres rubriques budgétaires	586	621	35 6,0	2 0,3	623	2,3
	<u>25 511</u>	<u>27 245</u>	<u>1 734 6,8</u>	<u>368 1,4</u>	<u>27 613</u>	<u>100,00</u>

Comme il ressort de ce tableau, l'augmentation des dépenses est de 8,2 p. 100, dont 6,8 p. 100 au titre des programmes et 1,4 p. 100 au titre de la hausse des coûts.

2. Augmentations au titre des programmes

147. Les augmentations au titre des programmes "Activités de coopération pour le développement" (+ 5,1 p. 100) et "Activités de caractère général touchant la propriété industrielle" (+ 3,6 p. 100) sont imputables à l'accroissement prévu de ces activités, qui devrait se poursuivre à peu près au même rythme que ces dernières années.

148. L'augmentation au titre du programme "Activités relatives aux marques et aux dessins et modèles" (+ 7,2 p. 100) est due au fait que le nombre des enregistrements de marques internationales sera probablement plus grand en 1979 et au fait que certaines de ces activités commenceront à être automatisées.

149. L'augmentation au titre du programme "Activités de coopération et d'information en matière de brevets" (+ 20,3 p. 100) est imputable au taux général d'accroissement de ces activités et, principalement, au fait que le PCT sera pour la première fois en vigueur pendant une année entière.

150. La diminution au titre du programme "Activités relatives au droit d'auteur et aux droits voisins" est insignifiante, qu'il s'agisse du montant (59 000 francs suisses) ou du pourcentage (-2,6 p. 100). Les chiffres donnés ne concernent pas les activités relatives au droit d'auteur et aux droits voisins dans le domaine de la coopération pour le développement : on constate en effet une augmentation dans ce domaine, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 147.

151. L'augmentation au titre du programme "Organes directeurs" (+ 14,7 p. 100) est due au fait qu'il faudra plus d'interprètes pour les sessions de 1979 de ces organes (puisque les trois groupes de délégations /Groupe des 77, Groupe "B" (pays d'Europe occidentale et autres pays) et Groupe "D" (pays d'Europe orientale et autres pays)/ auront besoin de services supplémentaires distincts).

152. La diminution au titre du programme "Prêts immobiliers" est due au fait que le coût total probable du nouveau bâtiment sera vraisemblablement un peu inférieur au coût prévu lors de l'établissement du budget de 1978 et au fait que, l'emprunt contracté pour la construction du bâtiment provisoire ayant été remboursé, il n'est pas prévu d'amortissement à ce titre dans le présent projet de budget.

153. L'augmentation au titre des programmes en ce qui concerne les autres rubriques budgétaires est approximativement proportionnelle à l'augmentation générale découlant de l'évolution des programmes.

3. Hausse des coûts

154. Les hausses sont principalement dues, par objet de dépense, aux facteurs suivants :

a) Augmentations des dépenses ordinaires du personnel;

b) Dépenses de conférence : selon les nouvelles normes de l'Association internationale des interprètes de conférence, il faut employer, pour faire le même travail, un plus grand nombre d'interprètes;

/...

c) Hausse des prix pour les communications et autres frais généraux de fonctionnement.

155. Les hausses de coûts susmentionnées sont en partie compensées par une diminution des frais d'entretien des locaux, de nouvelles prévisions montrant que la consommation d'énergie sera plus faible dans le nouveau bâtiment, et par une diminution des frais d'amortissement des prêts immobiliers, en raison de la réduction probable du taux d'intérêt à payer sur le montant de l'emprunt contracté pour financer la construction du nouveau bâtiment.

4. Personnel

156. Le nombre total de postes inscrits au budget de 1978 était de 194. Huit postes nouveaux sont demandés pour 1979, ce qui porte le total à 202. Le tableau ci-après indique la répartition du personnel, par unité administrative :

/...

Etat récapitulatif des postes

	1978			1979		
	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Services généraux	Total	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Services généraux	Total
Unité Administrative						
Direction générale	7	7	14	7	8	15
Division de la propriété industrielle	9	6	15	7	7	14
Division des enregistrements internationaux	4	24	28	5	24	29
Division du PCT et Division de l'information en matière de brevets	14	7	21	15	12	27
Département du droit d'auteur et de l'information	1	1	2	1	1	2
Division du droit d'auteur	3	3	6	3	3	6
Section des notifications et de l'information	1	-	1	-	-	-
Section des publications	1	5	6	1	5	6
Bibliothèque	2	2	4	2	2	4
Division de la coopération pour le développement des relations extérieures	2	2	4	1	1	2
Section de la coopération pour le développement	2	1	3	3	1	4
Section des relations extérieures	3	1	4	3	1	4
Division administrative et trois de ses sections	7	10	17	7	10	17
Section des finances	2	18	20	2	18	20
Section du courrier et des documents	1	31	32	1	30	31
Section linguistique	7	1	8	7	1	8
Section des constructions	2	7	9	3	6	9
Division des projets de coopération pour le dévelop- pement en matière de propriété industrielle	-	-	-	3	1	4
TOTAL	68	126	194	71	131	202

...

5. Divers

157. La composition du Comité du budget de l'OMPI, créé par le Comité de coordination de l'OMPI à sa session de 1976, a été élargie par le Comité de coordination à sa session de 1977; le Comité du budget a désormais 14 membres au lieu de 11.

158. Les services du Bureau international et du Bureau de l'UPOV ont été installés dans le nouveau bâtiment de l'OMPI en juin 1978; une partie des locaux inutilisés, tant dans l'ancien que dans le nouveau bâtiment du siège, ont été loués à des tiers.

K. Fonds international de développement agricole

Budget administratif de 1978 6 943 000 dollars

159. L'Assemblée générale, par sa résolution 32/107 du 15 décembre 1977, a approuvé l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (FIDA), aux termes duquel le Fonds est devenu, le 15 décembre 1977, une institution spécialisée des Nations Unies. L'article VII de l'Accord dispose que le Fonds communique son budget administratif à l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à l'Assemblée générale de l'examiner; le Comité consultatif, conformément à son mandat, a examiné ce budget.

Budget administratif de 1978

160. Le budget administratif de 1978 a été proposé par la Commission préparatoire du FIDA conformément au paragraphe C.2 c) de son mandat, aux termes duquel la Commission devait établir et soumettre un budget administratif indiquant le personnel et les ressources financières nécessaires pour l'exercice initial du Fonds. Ce projet de budget a été établi compte tenu des éléments suivants :

- a) Le programme de travail que le Fonds pourrait vraisemblablement entreprendre pendant le premier exercice;
- b) La nature et l'ampleur des travaux que les institutions coopérantes pourraient entreprendre pour le compte du Fonds;
- c) Ce qu'il en coûterait au Fonds de confier ces travaux aux institutions coopérantes;
- d) Le nombre et la classe des administrateurs et agents d'appui dont le Fonds pourrait lui-même avoir besoin.

161. Après avoir été examiné par le Conseil d'administration du FIDA, le budget administratif a été révisé par le Conseil des gouverneurs, qui y a inclus une réserve spéciale pour imprévus (voir plus loin, par. 163). Il peut se récapituler comme suit :

/...

Budget administratif de 1978

	<u>Dollars E.-U.</u>
Chapitre 1er Projets	2 350 000
Chapitre 2. Personnel	1 680 000
Chapitre 3. Réunions	625 000
Chapitre 4. Fonctions opérationnelles et administratives	650 000
Total partiel	5 305 000
Réserve pour imprévus	529 000
Réserve spéciale pour imprévus	408 380 <u>a/</u>
Total pour 1978	6 242 380
Remboursement d'avances	701 000 <u>b/</u>
Budget total	<u>6 943 380</u>

a/ Ne peut être utilisée qu'avec l'accord du Conseil d'administration.

<u>b/</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
i) Avance de l'Organisation des Nations Unies	
a) Pour la Conférence des Nations Unies sur le FIDA, en juin 1976	89 000
b) Pour la Commission préparatoire	272 000
ii) Avances d'Etats membres	
Pour la Commission préparatoire	340 000
Total	<u>701 000</u>

/...

162. Le budget de 1978 prévoyait le financement des dépenses de personnel, les versements à faire aux institutions coopérantes pour les services qu'elles assureraient pour le compte du Fonds dans le domaine de l'élaboration des projets, et le financement des services du personnel technique et des consultants qu'il faudrait recruter pour des périodes de courte durée. Y étaient également inscrites les dépenses prévues pour les réunions du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, ainsi que d'autres dépenses d'administration. Les rubriques sous lesquelles le budget est récapitulé dans le paragraphe précédent ont été choisies en attendant l'établissement d'un système financier et comptable approprié pour le Fonds.

163. De nombreuses dépenses ne pouvant être déterminées avec précision au moment où le budget de 1978 a été établi, une réserve pour imprévus représentant environ 10 p. 100 du projet de budget y a été incluse. Le Conseil des gouverneurs a en outre approuvé, comme il est indiqué au paragraphe 161 ci-dessus, une réserve spéciale pour imprévus d'un montant de 408 400 dollars, soit 7 p. 100 du budget total (c'est-à-dire la somme du budget et de la réserve générale pour imprévus), pour couvrir des dépenses imprévues supplémentaires durant la première année de fonctionnement du Fonds. Cette réserve spéciale ne peut être utilisée qu'avec l'assentiment du Conseil d'administration.

164. La Commission préparatoire comptait que le Fonds pourrait exécuter le budget de 1978 en utilisant les intérêts que rapporterait le placement des contributions (en espèces) que devaient verser certains Etats membres. Ainsi, les dépenses d'administration du Fonds ne grèveraient pas ses ressources de base qui, de l'avis de la Commission, devaient être consacrées au financement des projets.

165. Le budget de 1978 correspondait à un programme de travail prévoyant que le FIDA entreprendrait 12 projets qui seraient financés en commun avec d'autres institutions et 12 projets qui seraient financés exclusivement par le Fonds. En septembre 1978, 16 projets en tout avaient été étudiés aux fins d'un financement conjoint. Sur ce total, au moins 10 projets, représentant des prêts d'un montant approximatif total de 100 millions de dollars des Etats-Unis environ, devaient être soumis au Conseil d'administration, pour approbation, d'ici la fin de 1978. On compte également qu'au moins 12 missions se seront rendues dans divers pays membres d'ici la fin de l'année pour identifier des projets susceptibles d'être financés exclusivement par le Fonds. Les projets ainsi identifiés devraient pouvoir être soumis au Conseil d'administration dans le courant de 1979.

166. Au moment où la Commission préparatoire a établi le budget, les ressources en personnel nécessaires ne pouvaient être estimées qu'à titre très provisoire; en conséquence, la Commission a indiqué qu'il appartiendrait au Président de mieux préciser ces besoins compte tenu de l'expérience acquise. Pour calculer les dépenses de personnel prévues, on a fait des hypothèses quant aux définitions d'emploi et aux classes correspondant aux postes nécessaires et on s'est fondé sur les taux standards de rémunération utilisés par la FAO à Rome. A sa première réunion, en décembre 1977, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé l'adoption du régime commun des Nations Unies pour déterminer la structure effective des traitements du personnel du Fonds.

167. Le tableau d'effectifs prévu par la Commission préparatoire pour l'exercice initial comprenait en tout 89 fonctionnaires (44 administrateurs et 45 agents d'appui), à savoir : 14 contrôleurs de projets, secondés par 10 agents d'appui, et 30 autres techniciens et fonctionnaires d'administration, secondés par 35 agents d'appui. On présumait que ce personnel serait recruté graduellement et que l'effectif ne serait au complet que vers la fin de 1978. La Commission avait estimé que cet effectif pourrait également faire face, avec certains ajustements sélectifs, au volume de travail prévu pour 1979. Elle a néanmoins reconnu qu'au cours de l'année 1978, le Président du Fonds devrait revoir soigneusement ces estimations et hypothèses compte tenu de l'expérience acquise et présenter ses recommandations pour le deuxième exercice au Conseil d'administration et au Conseil des gouverneurs. Dans l'intervalle, le Président devrait avoir la latitude voulue pour déterminer les arrangements précis à prendre en matière d'organisation et de personnel durant le premier exercice.

168. A la session d'avril 1978 du Conseil d'administration, le Président a fait le point de la situation en ce qui concerne le personnel et a indiqué qu'on avait sous-estimé le personnel d'appui nécessaire et qu'il faudrait créer cinq à huit postes supplémentaires d'ici la fin de 1978. Par la suite, il est également apparu que l'effectif de 44 administrateurs prévu initialement pour 1978 était insuffisant. On considère maintenant que 50 administrateurs et 52 agents d'appui, soit 102 fonctionnaires au total, seront nécessaires d'ici la fin de 1978.

169. Sur la base d'estimations faites au 30 septembre 1978, le FIDA compte que les dépenses effectives imputées sur le budget administratif de 1978 seront inférieures d'environ 10 p. 100 au total de 6 943 000 dollars prévu initialement (y compris la réserve pour imprévus et la réserve spéciale pour imprévus).

/...

L. Agence internationale de l'énergie atomique

	<u>Dollars</u>
Projet de budget ordinaire pour 1979	65 177 000
Budget ordinaire ajusté de 1978	51 379 000
	<hr/>
Augmentation	13 798 000
	26,8 p. 100

170. Le Comité consultatif s'est entretenu avec un représentant du Directeur général du projet de budget de l'Agence pour 1979 et de questions connexes.

171. Conformément au Statut de l'Agence, le Conseil des gouverneurs soumet chaque année à la Conférence générale un projet de budget. Le projet de budget est établi par le Directeur général et examiné par le Comité administratif et budgétaire du Conseil. Le projet de budget de l'Agence est établi chaque année dans le cadre d'un programme roulant de six ans, qui est mis à jour tous les deux ans. Le projet de budget pour 1979 concerne la première année de la période 1979-1980, pour laquelle des plans détaillés sont présentés cette année dans le cadre du programme de l'Agence pour 1979-1984. Les activités de l'Agence sont financées par deux sources principales : le "budget ordinaire" et le "budget d'opérations". De plus, l'Agence dispose de fonds extra-budgétaires.

1. Budget ordinaire

172. Les crédits qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 1979 s'élèvent à 65 177 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 13 798 000 dollars, soit 26,8 p. 100, par rapport au budget de 1978. Cette augmentation est imputable à trois éléments :

	<u>Dollars</u>
1. Hausse des prix	7 089 500 (13,8 p. 100)
2. Accroissement du programme	3 584 500 (7 p. 100)
3. Frais de déménagement (1 179 000 dollars) et frais d'utili- sation des locaux du Donaupark et de Seibersdorf (1 945 000 dollars)	3 124 000 (6 p. 100)
	<hr/>
	13 798 000 (26,8 p. 100)

173. La hausse des prix, qui représente au total 7 089 500 dollars, est due à la combinaison de facteurs inflationnistes (2 747 500 dollars) et de la baisse du taux de change du dollar des Etats-Unis (4 342 000 dollars). Ce dernier montant a été inscrit dans la partie S du budget, intitulée "Fonds de réserve pour l'ajustement des prévisions de coûts des programmes". Il représente la perte en dollars subie par l'Agence du fait de l'appréciation de la monnaie autrichienne,

/...

le taux de change utilisé dans le budget de 1978 étant de 16,4 schillings autrichiens pour un dollar alors que le taux de change moyen probable utilisé dans le projet de budget pour 1979 est de 15,05 schillings autrichiens pour un dollar.

174. En ce qui concerne les 3 584 500 dollars prévus pour l'accroissement du programme, la plus grande partie de cette somme sera consacrée au programme relatif aux garanties (2 845 800 dollars). Quatre autres programmes subiront également d'importantes augmentations : Documentation et services techniques (524 100 dollars), Assistance technique et formation (283 600 dollars), Sciences physiques (184 500 dollars), et Administration (132 100 dollars). Ces augmentations sont partiellement compensées par des diminutions au titre d'autres programmes. Le Comité consultatif croit comprendre que l'augmentation importante du programme relatif aux garanties est imputable au fait qu'il faut accroître les ressources en personnel, étant donné que le nombre des installations à inspecter au titre des accords de garanties s'est accru et que les applications informatiques sont plus nombreuses.

175. Le représentant du Directeur général a indiqué au Comité que, sur les 3,6 millions de dollars prévus pour l'accroissement du programme, 1,2 million de dollars correspondent aux dépenses supplémentaires à faire pour développer les moyens de traitement sur ordinateur, et que cette somme est répartie entre les divers utilisateurs des programmes.

176. L'augmentation de 3 124 000 dollars, imputable au déménagement de l'Agence et aux frais d'utilisation de son siège permanent au Donaupark, comprend également le coût de l'agrandissement du laboratoire de Seihersdorf, de manière qu'il puisse accueillir du personnel et des activités qui ne seront pas installés au Donaupark, ainsi que du Laboratoire d'analyse aux fins de garanties de l'Agence, qui est également situé à Seibersdorf.

177. Le tableau ci-après indique la ventilation du projet de budget ordinaire de l'Agence, par programme, ainsi que les chiffres correspondants du budget ajusté de 1978 :

/...

Programme	1978 Budget ajusté Dollars	Hausse des prix permanents Dollars	Augmentation (Diminution) au titre des programmes Dollars	Installation au siège permanent Dollars	Différence totale Dollars	1979 Prévisions Dollars
A. Assistance technique et formation	2 230 000	137 400	283 600	-	421 000	2 651 000
B. Energie d'origine nucléaire et réacteurs	3 217 000	164 600	(28 600)	-	136 000	3 353 000
C. Sécurité nucléaire et protection de l'environnement	4 154 000	227 500	70 500	-	298 000	4 452 000
D. Explosions nucléaires à des fins pacifiques	306 000	13 900	(108 900)	-	(95 000)	211 000
E. Alimentation et agriculture .	2 987 000	154 900	(24 900)	-	130 000	3 117 000
F. Sciences biologiques	2 259 000	106 700	(37 700)	-	69 000	2 328 000
G. Sciences physiques	4 384 000	224 500	184 500	-	409 000	4 793 000
I. Centre international de physique théorique	600 000	60 000	50 000	-	110 000	710 000
J. Laboratoire international de radio-activité marine	646 000	31 600	18 400	-	50 000	696 000
K. Garanties	12 177 000	630 200	2 845 800	-	3 476 000	15 653 000
L. Documentation et services techniques	3 500 000	203 900	524 100	-	728 000	4 228 000
M. Organes directeurs	1 866 000	118 600	45 400	-	164 000	2 030 000
N. Direction et préparation des programmes techniques ..	1 119 000	51 300	46 700	-	98 000	1 217 000
O. Administration	5 907 000	325 900	132 100	-	458 000	6 365 000
P. Services généraux	5 027 000	281 500	(426 500)	-	(145 000)	4 882 000
Pl. Siège permanent	-	-	1 945 000	-	1 945 000	1 945 000
Q. Activités de soutien	100 000	15 000	10 000	-	25 000	125 000
R. Installation de l'Agence à son siège permanent	900 000	-	-	1 179 000	1 179 000	2 079 000
S. Fonds de réserve pour l'ajus- tement des prévisions de coûts du programme	-	4 342 000	-	-	4 342 000	4 342 000
> Total, budget ordinaire	51 379 000	7 089 500	5 529 500	1 179 000	13 798 000	65 177 000

2. Personnel

178. Le nombre des postes permanents approuvés pour 1977 et 1978 et celui des postes proposés pour 1979 s'établissent comme suit :

AIEA	<u>1977</u> <u>chiffre</u> <u>ajusté</u>	<u>1978</u> <u>chiffre</u> <u>ajusté</u>	<u>1979</u>	<u>Augmentation</u> <u>(diminution)</u> <u>en 1979 par</u> <u>rapport à 1978</u>
Directeur général	1	1	1	-
Directeur général adjoint/ Inspecteur général	5	5	5	-
Directeur	21	21	21	-
P-5	116	121	133	12
P-4	165	189	215	26
P-3	116	125	144	19
P-2	43	42	39	(3)
P-1	14	12	11	(1)
Total partiel	481	516	569	53
Services généraux	648	690	718	28
Services auxiliaires	168	168	168	-
TOTAL	1 297	1 374	1 455	81

179. Comme il ressort du tableau qui précède, le nombre des postes permanents proposés pour 1979 est de 1 455 (569 postes d'administrateur, 718 postes d'agent des services généraux et 168 postes d'agent des services auxiliaires), ce qui représente une augmentation de 81 postes ou de 5,9 p. 100 par rapport à 1978 (53 postes d'administrateur et 28 postes d'agent des services généraux). La majorité des nouveaux postes (70) sont destinés au programme des garanties (44 postes d'administrateur et 26 postes d'agent des services généraux), la plupart pour les deux Divisions des opérations. Les autres nouveaux postes sont essentiellement destinés à la Division de l'assistance technique.

/...

3. Budget d'opérations

180. Outre son budget ordinaire, l'Agence a un budget d'opérations financé principalement par des contributions volontaires versées au Fonds général, par des contributions spéciales et par des contributions directes. Le budget d'opérations de l'Agence comprend le Fonds d'exploitation I et le Fonds d'exploitation II.

181. Pour le Fonds d'exploitation I, l'Agence reçoit des contributions destinées à financer le Centre international de physique théorique de Trieste (Italie) et le Laboratoire international de radio-activité marine de Monaco. Pour 1979, les ressources provenant de ces contributions sont estimées à 1 285 000 dollars, contre 1 155 000 dollars pour 1978. En outre, un montant est prélevé sur le budget ordinaire pour aider à financer ce centre et ce laboratoire (environ 1,4 million de dollars pour 1979, soit 160 000 dollars de plus qu'en 1978).

182. Le Fonds d'exploitation II est consacré aux activités d'assistance technique (services d'expert, matériel, bourses et formation). Il est presque entièrement financé par des contributions volontaires versées par les Etats membres au Fonds général. Chaque année, un objectif est fixé par la Conférence générale, sur la base d'une recommandation du Conseil des gouverneurs. Le Conseil a recommandé en juin 1978 pour les contributions volontaires un objectif de 8,5 millions de dollars pour 1979, contre 7 millions de dollars en 1978 et 6 millions de dollars en 1977 /les contributions volontaires versées effectivement par les Etats membres se sont élevées au total à 5 447 936 dollars en 1977 et à 6 351 705 dollars en 1978 (au 12 septembre 1978)/.

4. Fonds extra-budgétaires

183. Les fonds extra-budgétaires dont l'Agence disposera en 1979 sont estimés à 11 083 000 dollars (à l'exclusion des contributions en nature), contre 9 799 500 dollars en 1978 et 6 537 865 dollars en 1977 (montants effectifs). Le PNUD est la principale source de financement prévue (5 millions de dollars). Les programmes auxquels seront consacrés la plupart des fonds extra-budgétaires concernent l'assistance technique et la formation (7 335 000 dollars), l'alimentation et l'agriculture (1 463 000 dollars), les garanties (1 150 000 dollars), l'énergie d'origine nucléaire et les réacteurs (850 000 dollars).

5. Installation de l'Agence à son siège permanent

184. Le projet de budget de l'Agence pour 1979 comprend un montant total de 4 024 000 dollars concernant directement l'installation de l'Agence à son siège permanent, au Centre international du Donaupark à Vienne, et les frais d'utilisation des nouvelles installations. Ce montant se décompose comme suit :

a) 2 079 000 dollars pour le coût de l'installation au Donaupark, y compris les dépenses à faire pour meubler et équiper les nouveaux locaux, déplacer et réinstaller les machines et le matériel.

b) 1 945 000 dollars pour l'entretien et l'utilisation des installations du Donaupark durant le second semestre de 1979, sur la base de l'hypothèse retenue actuellement, selon laquelle les bureaux et autres installations du Donaupark seraient prêts à être occupés au milieu de 1979.

/...

185. Le représentant du Directeur général a informé le Comité que les dépenses qu'entraîneront l'installation de l'Agence à son siège permanent et l'utilisation desdits locaux avaient été estimées sur la base des éléments suivants : a) l'AIEA occuperait les tours A-1 et A-2, et b) elle prendrait à sa charge 50 p. 100 du coût des installations initiales dans les deux bâtiments des services communs et 30 p. 100 du coût des installations du bâtiment des conférences. Le Directeur général a aussi indiqué que l'occupation par l'Agence de la tour A-2, qui était actuellement envisagée, n'était pas prévue au moment de l'établissement des projets de budget pour 1977 et 1978. L'occupation de la tour A-2 entraînerait des dépenses supplémentaires estimées pour 1979 à 924 000 dollars.

186. Le Comité consultatif rappelle que, dans son plan d'occupation du complexe du Donaupark, le Secrétaire général présumait que la tour A-2 serait utilisée par l'Organisation des Nations Unies, et que le budget-programme approuvé pour l'exercice biennal 1978-1979 comprend un crédit pour couvrir les dépenses non renouvelables qu'entraînerait l'occupation de la tour A-2 par l'ONU 22/. Le Comité consultatif présume que, si le Secrétaire général a maintenant conclu que l'Organisation des Nations Unies n'aura, tout bien considéré, pas besoin de la tour A-2, il expliquera pourquoi dans le rapport détaillé sur l'utilisation des locaux à usage de bureaux et des installations de conférence du Centre du Donaupark qu'il soumettra à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session, conformément à la résolution 31/194.

22/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 6 (A/32/6), par. 26.18 à 26.20, et *ibid.*, Supplément No 8 (A/32/8), par. 26.11. Voir aussi les résolutions 3529 (XXX) et 31/194 de l'Assemblée générale, en date, respectivement, du 16 décembre 1975 et du 22 décembre 1976.